

Rouge

CGT - CFDT
des oppositions
s'affirment

P 8 et 9

M 1578 N°1062 6F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale)

du 6 au 12 mai 1983

Deux ans après, les patrons font toujours la loi ! Il faut en finir



ET ça continue ! Selon le syndicat des douaniers CGT, 20 milliards de francs ont franchi les frontières depuis le 1^{er} janvier 1983. Pour l'année 1982, le chiffre est astronomique : 80 milliards, d'après le même syndicat, expert en la matière. Deux ans après le 10 mai, les spéculateurs du grand patronat s'en donnent à cœur joie, ils ont les mains libres. Le Franc dévalué, ils rapatrient près de 6 milliards... de dollars en France. Puis, le Dollar grimpe. Et voilà nos requins de la haute finance envoyant leur argent là où les taux d'intérêts sont les plus juteux. C'est ça la liberté selon le CNPF, la liberté de spéculer. Accrochés à leurs profits comme l'avare à sa cassette, les patrons larmoient, pleurent, à l'instar de leur chef Gattaz. Nous perdons de l'argent, il faut licencier, disent les patrons de Boussac (2 500 licenciements prévus ces jours-ci), de Manhurin (860 licenciements), de PUK (1 000 licenciements). Au nom du même profit patronal, des sociétés nationalisées, Charbonnages de France et Usinor, calculent en ce moment le nombre de postes à supprimer dans les mines et la sidérurgie. Gattaz ne réclamait-il pas auprès de Mitterrand le droit total de licencier, l'extension massive du temps partiel, afin que lui, patron de droit divin, puisse adapter ses frais de personnel à la courbe de ses profits ?

POUR avoir refusé de s'en prendre à ces gens-là et à leurs profits monstrueux, le gouvernement subit, paralysé, les assauts de catégories entières, frappées par la crise. Les paysans refusent de payer les frais du partage de l'Europe capitaliste agricole. Ils imposent dans la rue le retrait partiel des montants compensatoires monétaires. Les internes et les étudiants en médecine refusent les effets de la politique d'austérité dans leur secteur,

c'est-à-dire la sélection à outrance, comme s'il y avait trop de médecins alors que les besoins de santé ne sont pas satisfaits. La droite classique, RPR et UDF, l'extrême droite fasciste, tentent de récupérer ces mouvements, en s'y insérant, en voulant faire de ces manifestations des assauts antigouvernementaux. Et si, parfois, elles tirent profit de ces mouvements, c'est que les grandes organisations du mouvement ouvrier sont plus soucieuses d'appuyer la politique d'austérité que de contrer l'offensive du patronat.

COMMENT s'en sortir ? La droite sera plus menaçante encore si les travailleurs ne s'en mêlent pas. Des milliers de travailleurs du rang, de syndicalistes, de militants po-

litiques veulent une grève nationale, unitaire et interprofessionnelle. Pour stopper l'offensive patronale, et signifier au gouvernement le refus majoritaire de sa politique d'austérité. Les directions nationales des confédérations syndicales organisent plutôt la dispersion que la mobilisation. CGT, FO ou CFDT organisent chacune sa journée d'action, évitant d'enclencher un mouvement en profondeur.

Au contraire, l'heure est à conjuguer les efforts contre les ordonnances qui servent les patrons.

Le mouvement ouvrier serait-il moins capable d'imposer ses revendications et ses exigences que le Syndicat des agences de voyages ou que la FNSEA ?

Pologne :

Solidarité

défie

Jaruzelski



p 11

REPERES

Corse : la répression au quotidien

B ROUSSARD super-star ! Les médias ne tarissent pas d'éloges sur l'action du tristement célèbre « commissaire-la-bavure ». Le premier flic de Corse se targue d'avoir pratiquement démantelé le FLNC. En trois mois, plus de cent cinquante personnes ont été écrouées à Ajaccio et Bastia. Et la police vient de décapiter un réseau parisien de soutien au mouvement national clandestin.

Il est incontestable qu'un coup sévère a été porté au FLNC. La ligne militariste de ce dernier, ses cibles et ses méthodes d'action ont largement isolé les militants indépendantistes, tant dans l'île que sur le continent. Les liens existant entre le Front et certains truands locaux ont, en outre, permis d'amalgamer, aux yeux de l'opinion, le mouvement nationaliste et le grand banditisme. Les menées du pouvoir et de l'appareil policier ne pouvaient qu'en être confortées.

Cela explique que nul n'ait réagi lorsque des personnalités de l'île ont été appréhendées pour des motifs qui relèvent du pur et simple délit d'opinion. Tel est le cas, par exemple, de Jean Bourgeois, porte-parole de l'Association d'aide aux prisonniers politiques « A Riscossa », qui fut incarcéré le 18 avril dernier pour « divulgation de fausses nouvelles susceptibles de troubler la paix publique ».

Certains se croient aujourd'hui autorisés à entermer la lutte et les aspirations du peuple corse. « L'Humanité » du 2 avril ne voyait ainsi dans l'action du FLNC que « crimes de droit commun, banditisme, racketts et plasticages crapuleux ». Et elle ajoutait : « Gangstérisme et fascisme ont déjà eu partie liée dans l'histoire de notre pays. »

L'argument est sans doute rassurant, mais il est fallacieux. Chacun sait que ces dernières années, les clandestins ont su capitaliser le désarroi et la colère de nombreux jeunes réduits à l'inactivité du fait de la politique économique imposée par l'Etat français. Plusieurs des personnes récemment arrêtées exerçaient même des responsabilités dans des organisations de masse. Cela aurait-il été possible si le FLNC se réduisait à une association de malfaiteurs ?

N'en déplaise à « l'Humanité », s'il est une chose que démontre l'« histoire de notre pays », c'est bien que les problèmes sociaux ne sont jamais résolus par l'action policière. C'est sur la situation de l'île, sur son sous-développement économique, ses taux de chômage et d'inflation, ses salaires de misère qu'a pris racine le mouvement nationaliste corse. C'est pourquoi la LCR, en dépit de ses divergences avec le FLNC, exige l'arrêt immédiat de la répression et la reconnaissance totale des droits nationaux des insulaires.

Christian Picquet



Agriculture : derrière les montants compensatoires

La politique de l'Europe sur le plan agricole est plus avancée que dans les autres domaines. C'est un « progrès » dont les agriculteurs, en France, payent le prix.

C'est à l'échelle de la communauté européenne que sont fixés les prix de vente des produits agricoles. Ils sont évalués en ECU (unité de compte européenne), monnaie fictive, sans existence réelle, et sont uniformes. Ils sont ensuite convertis dans la monnaie de chaque pays.

Ce système a fonctionné sans gros problèmes jusqu'en 1969. La dévaluation du Franc de 12,5 % qui s'est produite alors a commencé à le détraquer. Même si l'ECU est une

monnaie fictive, le Franc n'en était pas moins dévalué par rapport à elle aussi : 12,5 % en moins. Le dilemme était ouvert.

Maintenir la parité des prix à l'échelle européenne contraignait logiquement à l'augmentation des prix agricoles en France de 12,5 %. Puisque la valeur de l'ECU n'avait pas changé, ce sont les prix français qui devaient s'aligner. Mais c'était, à l'intérieur du pays, favoriser l'inflation et l'augmentation des prix à la consommation.

Maintenir les prix des produits agricoles français en francs constants, pour éviter les effets inflationnistes qui remettent en cause la déva-

luation elle-même, était contradictoire, par contre, avec la politique européenne ! Leur valeur en ECU devenait en effet différente alors de la valeur des produits allemands, belges... dans cette monnaie, remettant en cause la parité des prix agricoles à l'échelle européenne.

Trois mesures furent adoptées pour tenter de résoudre le dilemme : maintenir des prix agricoles en francs constants ; alignement en deux ans sur les prix en ECU (12,5 % d'augmentation) ; en attendant, taxation des produits français à l'exportation et subvention des produits étrangers à l'importation, afin que la parité des prix soit respectée aux frontières. Les montants compensatoires étaient nés.

Ces mesures « techniques » n'ont rien résolu à l'épreuve du temps. Au fil des dévaluations, on a instauré des monnaies flottantes, des montants compensatoires flottants, compliquant et dégradant encore le système d'origine de fixation rigide des parités des prix des produits agricoles en Europe. L'imbroglio permanent !

La dernière dévaluation, du Franc par exemple, attise le mécontentement agricole. L'exportation des produits industriels français est favorisée par la dévaluation, les prix des produits agricoles, eux, restent fixes aux frontières, montants compensatoires obligent ! Par contre, les produits importés par les agriculteurs (engrais, machines, etc.) ont vu leurs prix augmenter après la dévaluation du Franc. Les agriculteurs sont donc convaincus d'être les victimes des montants compensatoires ! Le gouvernement, lui, fait face aux impératifs de la politique européenne. Il y a peu de chances que l'assurance de M. Rocard résolve ce problème sans casse.

Jean Boyer

Souscription : dernière liste

Seclin, Alain	50
St. Brioux, récolté par Darig	50
un lecteur de Rouge	20
Mulhouse	200
Mende	
Joëlle, CDJA	20
Artisans réunis	
Annie	50
Jean-Luc	40
François,	10
Jean Louis, forestier	10
Brigitte, psychomotricienne	20
Yvan	50

Grenoble	
Cellule Merlin Gerin Neyrpic	
Christophe	100
Marie-Jo	200
Cellule Santé	200
Cellule communaux	
des campagnards qui luttent	100
Cellule Thomson	
anonyme	700
Vincent, depuis sa montagne	100
Cellule St Martin d'Hères	
Serge	50
Momo et Bébert	10
Marie-Noëlle	50
Lydia	21

Lyon, Claude	100
St Nazaire	250
Rouen, Philippe, psychologue	100
Nancy (déjà comptabilisé),	
CEM	50
Enseignants Custines	250
Dominique PTT	100
La Seyne sur Mer, Philippe	100
Le Havre	2 376

Nous publions la dernière liste de l'argent reçu à Montreuil pour soutenir la LCR pendant les municipales.

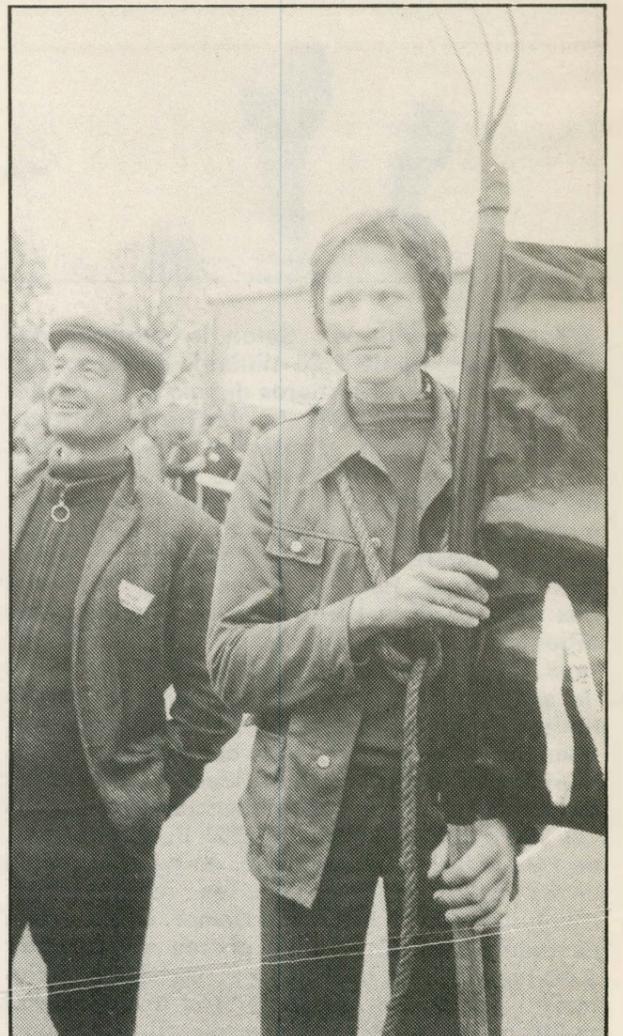
N'attendez pas la prochaine campagne de souscription pour nous apporter votre soutien financier. Lectrices, lecteurs, compagnons et compagnes de route, votre aide nous sera toujours nécessaire et précieuse pour construire le parti qu'il faut aujourd'hui !

Quimper, SNCF	50	Michel Sécuc	200
Dijon (déjà comptabilisé)		Cellule Barentin	300
Conseiller d'éducation LEP	40	Cellule Rosmer	250
Conseillère d'éducation LEP	50	Cellule Renault	250
Michel	22	Alain et Marie	100
Montbéliard (déjà comptabilisé)		Olivier, étudiant	50
Sympathisant enseignant	100	Philippe, enseignant	100
Reste vente Rouge	10	Pierre, enseignant	150
Travailleurs Vesoul	100	Jean-Marie et Hélène	200
Sympathisante Peugeot	100	Cellule enseignante	250
Chalon (déjà comptabilisé)	450	Beauvais	100
Louviers	50	Paris 75	
Thizy, Jean-Pierre	15	Pierre	500
Bordeaux		Smuga	50
Un compagnon de route	400	Bernadette	450
Lyda, H. CHR	100	SNCF Austerlitz	200
Jean-Charles P. médecin CHR	100	Education surveillée	50
Belfort, sympathisant PTT	100	Meeting 4 mars	70
Besançon (déjà comptabilisé)		Cellule Ville de Paris	400
Fati	100	Cellule Von Sosa	100
Dijon (DC) Max et Michel	24	Cellule Sorbonne	80
Montbéliard (DC)	285	Cellule Télécom	80
Rouen		Cellule Presse	70
Jacques, cheminot retraité	500	Divers	50
Anne-Marie	300	FD 91 : Bures sur, Yvette, Didier	150

FD 92	
Cellule Citroën Levallois	44
Florence et Laurent, Gennevilliers	100
Isabelle	50
Sylviane, Levallois	100
Gérard	10
Divers	150
Rueil Malmaison	430

FD 93	
Paris 8	50
DP ENI Paris	100
Dominique H. (ens. 93)	200
Ecole normale 93	201
Meeting Aulnay	60
Education surveillée	50
HP 93 sympathisantes	300
Télécoms	200
GM hôpital Maison Blanche	4
R.R. hôpital Maison Blanche	10
JPC, hôpital Maison Blanche	50
Vente Rouge hôpital Ville Evrard	14
« Cédés »	
lors des ventes de Rouge	20
JP, cellule A. Artaud	100
Patrick, PTT	20
Recette meeting Krivine	70
PS Clichy-sous-Bois	15
AC Clichy-sous-Bois	10
CD Clichy-sous-Bois	10
CES Clichy-sous-Bois	20
Michel, cellule communaux	300
Bertrand, cellule communaux	20

Total liste	14 010
Ancien total	1 002 281
	1 016 271



NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER	Nom :
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F	Prénom :
2 - INFORMATION DES COLLECTIVITES 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F			Adresse :
3 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO « ROUGE » 6 mois = 24 numéros	150 F			Formule choisie :
4 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F	Règlement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél : 859 00 80

Rouge

- Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de la publication : Robert March
- Commission paritaire : 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

DEUX ANS APRES...

La spirale de l'échec ?

MAI 1983 : sous le signe de la morosité et du désenchantement pour les travailleurs. Mai 1983 : inauguré par les manifestations et grèves des médecins, des paysans et des étudiants... Mouvements que la droite s'efforce de récupérer pour leur donner une dynamique d'affrontement avec le gouvernement.

Un tableau qui donne une impression générale de confusion mêlée d'amertume. Sur lequel plane l'ombre menaçante de l'échec. Non seulement échec prévisible du plan Delors, qui sanctionnerait le fiasco d'une politique, mais risque de défaite de l'expérience engagée le 10 mai 1981.

C'est de façon pertinente que Pro-peren, numéro deux du PS, a dressé un constat sans complaisance de la situation de la gauche, en soulignant les risques encourus : « Notre soutien populaire s'affaiblit, le deuxième tour de mars 1983 nous a donné un sursis, et, depuis lors, la situation s'est encore détériorée. Ce sursis sera vite épuisé et, au-delà, la chute risquerait d'être irrémédiable » (voir p. 5).

Le réalisme de quat'sous

Du coup, bon nombre de commentateurs se plaisent à mettre le monde à l'envers.

Au soir du premier tour des municipales, ils se sont écriés : « C'est 1977 à l'envers ! » Et d'avancer des pronostics assurés sur la fatale alternance des mouvements électoraux et de savantes explications sur le

balancier qui, nécessairement, devrait ramener la majorité à droite. Analyses immédiatement démenties par le « sursaut » du second tour.

Au vu des paysans et des étudiants descendant dans la rue, les mêmes ont décrété : « C'est 1968 à l'envers ! » Ce qui relève plus de l'obsession que de l'analyse : l'obsession de voir tournée la page ouverte le 10 mai 1981 !

Pour arriver à cela, il s'agit de convaincre que ce 10 mai n'a représenté qu'un accident électoral, la conjonction factice et fragile de votes opposés. Afin de déblayer un terrain par trop encombré des espoirs de mai et juin 1981, et d'ouvrir la voie au « réalisme ».

Eteints les lampions de la fête et le feu de l'attente du changement, il ne resterait plus qu'à approuver la sagesse de Delors. Car ce qui compterait, ce ne serait plus la mobilisation des travailleurs pour tenter, par les voies électorales, d'en finir avec le chômage et l'austérité. Mais les chiffres obsédants de l'inflation, du déficit du commerce extérieur, du déséquilibre financier de la Sécurité sociale... Rigoureux sujets de préoccupation pour d'austères ministres !

Froids calculs que ne saurait venir troubler une agitation sociale brouillonne où les diverses catégories sociales, ouvriers, médecins, agriculteurs et étudiants mêlés, s'abandonnant au démon du corporatisme, s'efforceraient de réclamer plus que de raison.

Au nom du « réalisme », Barre n'est pas loin d'approuver Delors. Et Delors en est presque à se réclamer de Barre. Quelle meilleure preuve que les lois économiques sont les mêmes pour tous ? Et que, une fois retombée l'écume des illusions des premiers jours, le 10 mai doit être considéré comme une simple « périéte »...

usé pour multiplier les cadeaux au patronat dans l'espoir, vain, d'ama-douer ce dernier et de l'inciter à investir.

Aujourd'hui, le gouvernement remise ses promesses et réclame de nouveaux sacrifices de la part des travailleurs, en agitant le spectre de l'inflation et du déficit commercial. Et il se tourne vers le patronat dans l'espoir de s'en faire applaudir.

C'est oublier deux choses. La première, que le patronat n'a ni l'intention d'investir, pour cause de crise capitaliste, ni celle de soutenir un gouvernement qui inclut les partis majoritaires de la classe ouvrière, et dont il prépare activement la chute. La seconde, que le vote des travailleurs, en mai et juin 1981, était un vote contre l'austérité et que ceux-ci n'ont aucune raison d'accepter de ce gouvernement ce qu'ils ont combattu venant d'un gouvernement de droite.

En d'autres termes : ni le patronat ni la classe ouvrière n'ont de raison d'escamoter le 10 mai. Ils savent, l'un et l'autre, que s'est alors ouverte une situation qui ne pourra se dénouer que par d'importants affrontements de classes.

Et ce sont les directions du PS et du PCF qui ne sont guère réalistes lorsqu'elles prétendent, elles, « oublier » le 10 mai et appeler les Français au « rassemblement national » et inviter les travailleurs aux sacrifices.

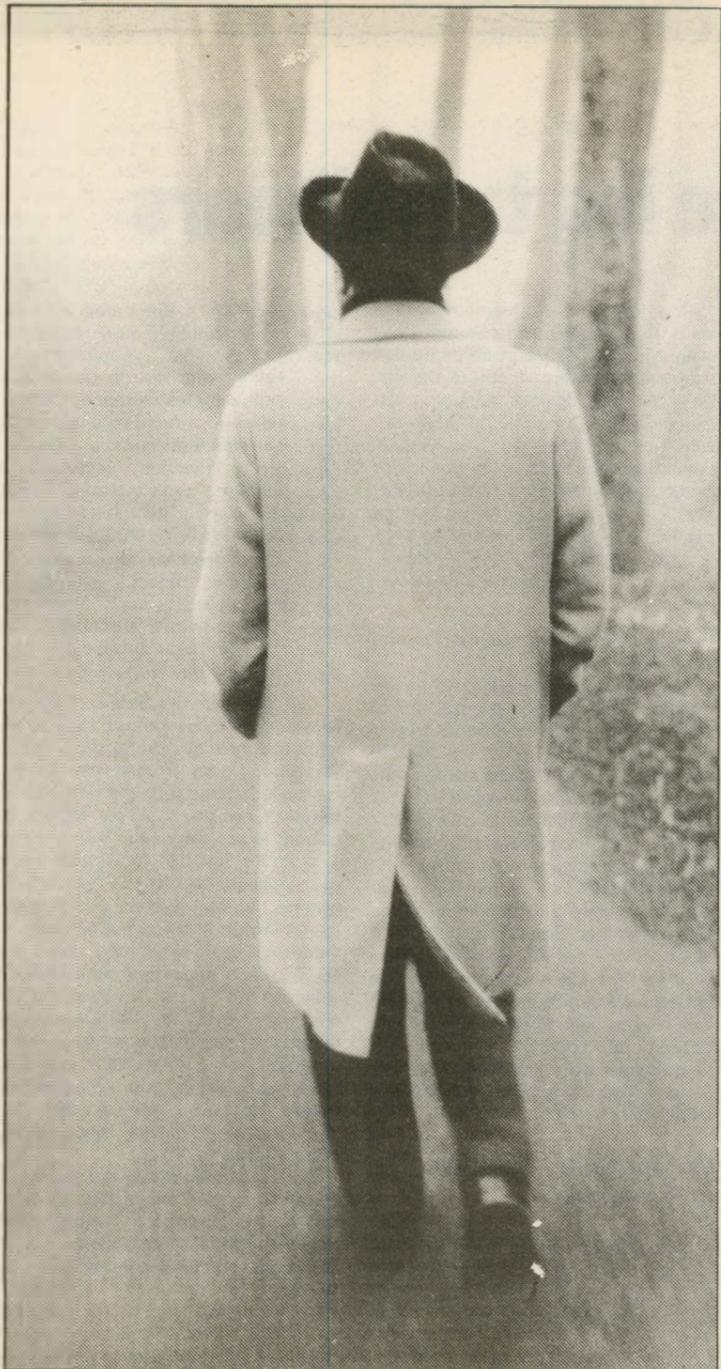
Ce faisant, le gouvernement tourne le dos à l'espoir du 10 mai, à ce pourquoi la majorité a été élue.

Mai l'élan du 10 mai n'est pas retombé, c'est lui que l'on a vu, vivant dans le mouvement pour imposer les 39 heures sans compensations salariales, dans la mobilisation pour le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale, dans les grandes grèves de l'automobile. C'est lui qui œuvre, à l'heure actuelle, dans les réactions ouvrières contre le plan d'austérité du gouvernement.

Un élan qui peut s'épanouir et que le patronat s'efforce d'étouffer.

Quoi qu'en dise le gouvernement, c'est cet affrontement de deux volontés contraires qui façonne la situation présente. Un affrontement qui n'en est qu'à ses prémices. Et qui fait que, malgré la politique du PS et du PCF, l'échec est loin d'être inéluctable !

Francis Sitel



Delors : le plan en plan !

MITTERRAND, tardivement, est monté en ligne pour soutenir son ministre de l'Economie qui apparaissait isolé. Rarement, en effet, un plan économique n'a suscité autant de septicisme et de critiques de la part de ceux qui sont ses supporters officiels. Le paradoxe est seulement apparent. Car ce plan se heurte à deux obstacles majeurs.

Le premier est celui des réactions ouvrières. Nul, dans les sphères gouvernementales, ne peut assurer que la classe ouvrière est prête à accepter des mesures aussi brutales de la part d'une majorité qu'elle a élue. Il suffit de lire les articles les mieux attentionnés à l'égard de Delors pour voir qu'ils évoquent l'éventualité d'une vague de grèves sur les salaires comme constituant une menace majeure pour la réussite du plan.

Le second est celui de la capacité du gouvernement à marquer des points rapidement, en fonction des critères qu'il s'est fixé. Dans le cas contraire, en effet, le plan perdrait toute crédibilité. Ce qui ne pourrait qu'aggraver les critiques dont il est l'objet et précipiter les réactions de refus de la part des travailleurs.

Or, les études qui viennent d'être publiées par l'INSEE représentent, de ce point de vue, un cruel désaveu de l'optimisme affiché par le gouvernement.

L'INSEE laisse prévoir une baisse du revenu disponible de l'ordre de 1,3 % en moyenne. Ce qui ne saurait chagriner Delors dont l'objectif est d'opérer une forte ponction sur le pouvoir d'achat.

Mais ce résultat devrait être payé d'un accroissement du chômage. Delors, devant les députés socialistes, n'avait pas caché qu'il serait difficile d'éviter une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de l'ordre de 100 000. Les prévisions de l'INSEE sont beaucoup plus pessimistes : c'est une progression de 200 000 qu'elles annoncent, même



dans le cas où toutes les mesures actuelles en faveur de l'emploi seraient reconduites.

Au regard de ce coût social et économique très élevé, les résultats, comparés aux objectifs fixés, apparaissent minces. Le gouvernement avait annoncé sa volonté de réduire de moitié en 1983 un déficit du commerce extérieur qui avait atteint 93 milliards de francs en 1982. Les experts de l'INSEE annoncent un déficit estimé à 60 milliards de francs pour cette année.

En matière d'inflation, les prévisions sont encore plus sombres.

L'INSEE annonce une hausse des prix en 1983 de 9,3 %. Le handicap par rapport à l'Allemagne et aux principaux concurrents européens n'est donc pas en voie d'être surmonté, et de loin !

C'est dire que toutes ces prévisions sont de mauvais augure. Autant les résultats, du point de vue même de Delors, apparaissent légers, autant le prix de l'austérité pour les travailleurs, en termes de baisse du pouvoir d'achat et d'accroissement du chômage, apparaissent insupportablement lourds !

F. S.

Une exigence irrépressible

Ce pseudo réalisme fait bon compte des réalités.

Le gouvernement a demandé du temps pour tenir ses promesses, invoquant le poids de l'héritage du passé et les contraintes d'une économie moderne et complexe. Les travailleurs le lui ont accordé. Il en a



les 21 22 23 mai

à Presles

Un grand rassemblement populaire

Abrogez ces ordonnances contre les travailleurs

POUR les patrons des cadeaux en série, pour les travailleurs des pertes » titrait, Rouge du 12 novembre. Ce gouvernement se répète. Comme en novembre, il décide au même Conseil des ministres de faire neuf cadeaux aux patrons pour « moderniser l'entreprise », de servir trois ordonnances aux travailleurs, pour accroître leurs charges.

En cinq mois, les attaques anti-ouvrières s'accumulent et se précipitent : l'indexation des salaires interdite et la vignette sur les tabacs et les alcools sont agrémentées d'un prélèvement obligatoire de 1 % sur les revenus imposables en 1982, d'un emprunt forcé de 10 % sur l'impôt versé en 1982 (sur la base des revenus 1981).

En cinq mois, les cadeaux au patronat se multiplient et s'additionnent. Allègement des charges sociales, retour à la liberté des prix, exonération d'impôts pendant trois ans pour les entreprises qui viennent d'être créées... La liste complète serait trop longue ! Le CNPF commente en trois mots : « mesures trop modestes ». Il avait déjà fait le même coup en novembre, il reçoit aujourd'hui un complément substantiel... et en redemande.

Le coup du 1 %...

Le 1 %, c'est 499 francs d'impôts en plus pour un célibataire qui touche 7 300 francs par mois (deux fois le SMIC), comme pour un couple dont les deux salaires additionnés sont équivalents à la même somme.

Le 1 %, c'est 999 francs d'impôts en plus pour un célibataire qui tou-



che 14 600 francs (quatre fois le SMIC), comme pour un couple qui perçoit le même revenu, sans enfants, ou avec deux enfants.

Des situations diverses, une contribution identique. Un pourcentage commun, mais des sommes qui n'ont pas la même « valeur » pour chacun. Plus on monte dans l'échelle des revenus, plus le 1 % prélevé est relatif dans le budget du salarié. Ce

gouvernement interdit l'indexation des salaires, et promulgue par contre « par ordonnance » une augmentation de l'impôt égale pour tous en pourcentage. Inutile d'être ministre de l'Economie pour comprendre que ces deux mesures pèsent en premier sur les salaires du bas de l'échelle.

Mais « le coup du 1 % » prend toute sa valeur à l'examen de son usage : Contribuer à la résorption du déficit de la Sécurité sociale !

Répétons à ce gouvernement que les patrons doivent à la Sécurité sociale des dizaines de milliards de cotisations impayées ou non déclarées. Ce n'est pas devenir gâteux, c'est exiger un dû ! C'est une partie du salaire ouvrier, volée aux travailleurs. Les cotisations patronales dues sont partie intégrante de la « masse salariale », « du salaire différé », versée par l'employeur aux caisses de protection sociales, perçu par le travailleur sous forme de prestations sociales.

Il n'est pire sourd que celui qui ne veut rien entendre !

Au lieu d'exiger des patrons un dû, le gouvernement pompe sur le salaire direct des travailleurs par le biais de l'impôt... pour combler le trou fait dans les caisses par les milliards que doivent les patrons !

Le contenu réel de la « fiscalisation des charges sociales » annoncée par le gouvernement en novembre se dévoile. Le 1 % est le premier coup... La suite a toutes les chances d'y ressembler. Sous prétexte d'« alléger les charges sociales des entreprises », il s'agit ni plus ni moins de spolier les travailleurs d'une partie de leur revenu, le « salaire différé », les cotisations sociales versées par l'employeur, pour leur faire payer par l'impôt (fiscalisation) ce que les patrons leurs doivent.

La richesse, le tabac et l'emprunt...

La richesse a la vie dure : 5 % de la population française possède 68 % des actions boursières, 48 % du capital des entreprises, 45 % des

logements, 48 % des bureaux loués, 38 % des terrains non bâtis et 100 000 familles possèdent en moyenne 10 millions de francs actuels chacune. Des centaines de milliards dorment à l'ombre des coffres forts des banques suisses... Le député RPR Tranchant reconnaît à l'Assemblée y avoir transféré (avec autorisation de la Banque de France) une somme estimée à douze millions de francs (un milliard deux cents millions d'anciens francs)... arrêtons. La liste de leurs fonds serait aussi longue... que celle des mesures prises « pour moderniser l'entreprise et alléger les charges sociales ».

Vignette sur le tabac, emprunt forcé de 10 % de l'impôt 1982, sont deux ordonnances prises par le gouvernement pour trouver des fonds.

Quelle logique réunit la richesse, le tabac et l'emprunt ? C'est simple, la même que celle du « coup des 1 % ». Au lieu de faire payer ceux qui possèdent, le gouvernement pompe sur les revenus des travailleurs. Impôt indirect accru avec la vignette, épargne forcée avec les 10 %, effort important pour les bas salaires ; et forts revenus (11 % d'intérêts) pour les fortunes... qui auraient épargné là comme ailleurs.

C'est une « solidarité » qui fait payer les salariés, pour épargner les riches ! L'avenir sombre du plan Dehors présage d'autres mesures du même tonneau.

Ces ordonnances-là ne méritent qu'une réponse : exiger leur abrogation ! Sans attendre ! Tarder, c'est laisser tourner l'engrenage qui a commencé d'écraser les acquis ouvriers.

M. M.

... qui refont une santé à la droite

● L'opposition après une convalescence rapide, attise la mobilisation contre la majorité pour préparer une revanche à sa mesure

UNE convalescence rapide. C'est le diagnostic qui vient immédiatement à l'esprit lorsque l'on regarde la droite aujourd'hui. Le 10 mai 1981 les avait pourtant rendu malades. Les élections législatives de juin les avaient mis dans le coma. Ils durent suivre une première cure de silence, tandis que le CNPF lui-même montait en première ligne pour étaler et défendre les intérêts de la bourgeoisie, contre une majorité élue par les travailleurs. Se faire oublier était le premier souci de ceux qui, vingt-trois ans durant, avaient régné sur les affaires du pays. Deux ans ont passé. Aujourd'hui, Pons, le secrétaire du RPR, peut se permettre de déclarer : « Nous devons être prêts à tout moment pour l'alternance. » Personne ne sourit d'une affirmation qui aurait déclenché l'hilarité générale il y a deux ans !

C'est une évidence : la politique de la majorité a fourni à la droite le meilleur reconstituant possible. Trois plans d'austérité en deux ans, justifient a posteriori la politique des plans Giscard-Barre, condamnée le 10 mai. Le changement introuvable désoriente les travailleurs et retourne une partie des « couches moyennes » vers les états-majors de l'opposition.

Etre prêts, tout moment...

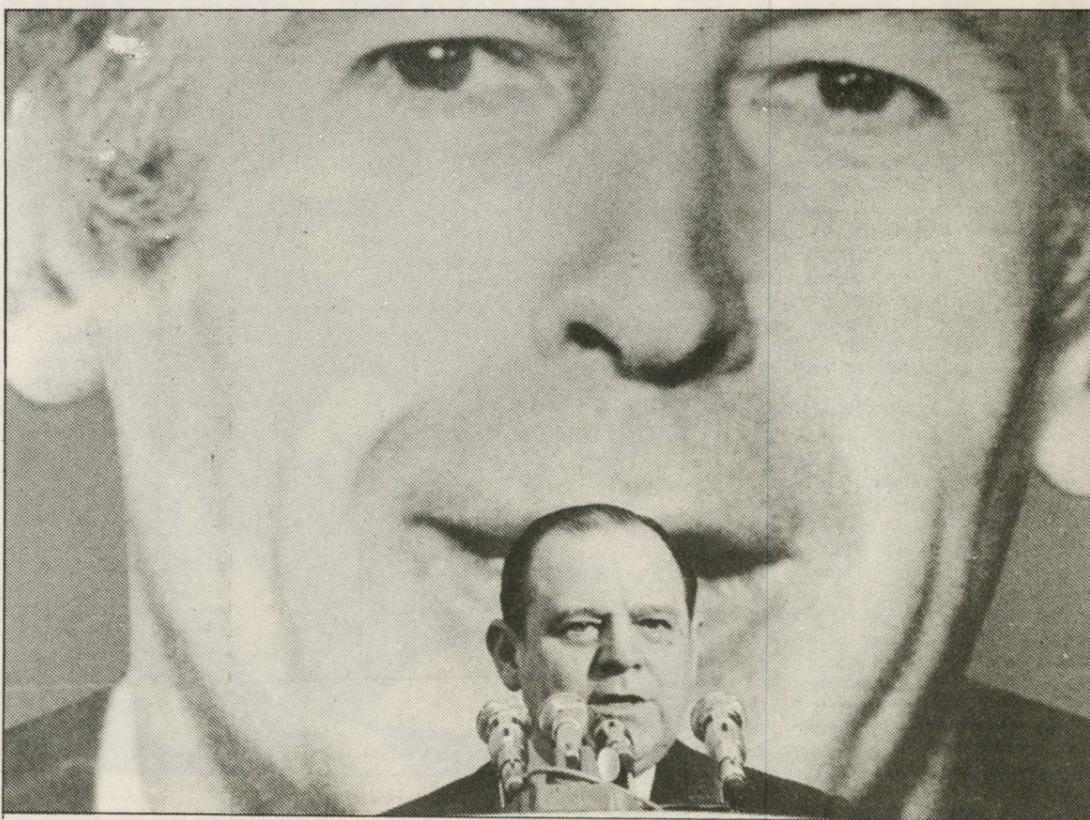
Mais si la convalescence a été rapide, la guérison n'est encore qu'un futur possible. Plusieurs symptômes en témoignent.

Les grands ténors, Chirac, Barre, Giscard, sont discrets aujourd'hui devant les mobilisations catégorielles : paysans, étudiants et médecins. Certes, leurs troupes agitent et manœuvrent pour canaliser ces mobili-

sations et déstabiliser la majorité. Mais les leaders de l'opposition se gardent de faire publiquement « monter la vapeur ». Ils savent qu'ils n'ont encore ni la force de conviction d'une alternative, ni les moyens qui leur permettraient de rassembler sous leurs ailes tous ceux qui aujourd'hui se mobilisent. Un « mai 83 », même à l'envers de 68, ne les tente pas.

Le deuxième tour des municipales leur a d'ailleurs démontré combien l'obstacle principal à leur retour était toujours présent. Les travailleurs ne sont pas prêts à « laisser passer un retour de la droite ». C'est pourquoi l'hypothèse journalistique d'un « Mai 68 » à l'envers leur brûle quelque peu les doigts. S'il provoquait une mobilisation ouvrière, elle produirait sur eux un effet boomerang et risquerait, y compris, de leur faire perdre une partie du terrain regagné en deux ans. Conscients de cela, ils se limitent aujourd'hui à doser l'agitation de leurs troupes dans les mobilisations en cours, afin de renforcer leurs rangs pour l'avenir.

La droite, pour « monter à l'assaut », aurait, enfin, besoin d'un chef, reconnu par l'ensemble de ses troupes. De ce côté-là, rien n'est encore résolu. Le paysage est certes éclairci. La course se joue aujourd'hui entre Barre et Chirac ; Giscard est de plus en plus rangé au rang des souvenirs, même par ses proches. Le PR s'est choisi un second secrétaire « barriste » ; le CDS affiche toujours plus ouvertement Barre comme l'homme du recours. Face à Chirac, qui s'appuie sur un parti efficace et la tribune permanente qu'est la mairie de Paris, il n'hésite pas à pratiquer le croc-en-jambe. Il lui suffit de rappeler le rôle de celui-ci lors de l'élection présidentielle. « Les Français », expliquait-il dans sa dernière interview au *Quotidien de Paris* du 14 avril, ne se laisseront pas en-



fermer, en 1986 et 1988, dans un cas de figure analogue à celui de mai 1981. Le président de la République a pu obtenir grâce à des conflits de personnes une élection inattendue. En attendant, ce conflit-là reste à résoudre.

Une cure de réaction...

Mais il n'empêche pas une droite

convalescente de préparer des mesures de béton pour « reprendre les affaires en mains », si elle revenait au gouvernement. Dénationalisation, tous droits d'exploitation pour les patrons, cassage de la protection sociale, etc., lui seront facilités d'autant par les ordonnances que prend aujourd'hui la majorité contre les travailleurs. L'un justifiant l'autre !

Les penseurs de l'extrême droite, dite « nouvelle », qui foisonnent aujourd'hui dans les états-majors de

l'UDF comme du RPR, lui fournissent l'idéologie, sans parler des forces. Ils préparent, sans relâche, la « formation et la protection d'élites socialement ouvertes » (Barre dixit) écrasant les travailleurs pour leur retour.

Cure d'opposition et cure de réaction, c'est une seule et même chose. La vieille bête de la droite, touchée le 10 mai, reprend ses forces au fur et à mesure des coups de la majorité du 10 mai contre ceux qui l'ont élue.

Michel Morel

Secousses au sein de la direction du PS

« Notre soutien populaire s'affaiblit » écrit J. Poperen, dans une lettre à Mitterrand et Jospin

LA lettre adressée par Jean Poperen à Jospin et Mitterrand et rendu public par *le Monde* a fait l'effet d'une petite bombe. N'y voit-on pas « le numéro deux » du PS tirer fortement la sonnette d'alarme et prédire l'échec de la gau-

che si sa politique continue à ne pas répondre aux aspirations de ceux qui l'ont élue ?

J. Poperen veut ajouter sa pierre aux multiples prises de position qui, depuis les dernières municipales, ont vu le jour au sein de la direction du PS.

Mitterrand, lui, prétend gouverner dans la durée, au nom de « la France ». L'état-major socialiste a des contraintes autres : le PS perd des voix (et des élus) à chaque élection, ses militants perçoivent quotidiennement la morosité et le mécontentement des travailleurs et... un prochain congrès se prépare. La direction doit prendre en compte les réactions de « la base » et le fait en haussant le ton « à gauche ».

Cela a commencé avec le CERES. C. Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée et réputé « proche » de Mitterrand, est, lui aussi, entré dans la bataille. Joxe, autre mitterrandiste et président du groupe parlementaire socialiste, chevauchant à son habitude la grogne naissante.

Le CERES, C. Goux, et quelques autres s'opposent à la politique de Delors jugée trop proche de celle des USA, de l'Angleterre ou de l'Allemagne : frapper durement le pouvoir d'achat des masses populaires pour restaurer les taux de profit des patrons et relancer ainsi l'économie française dans sa course à la compétition internationale.

Mais ces critiques ne se font pas au nom de la « rupture » nécessaire avec le capitalisme que le PS défendait dans son pro-

gramme... avant d'arriver au pouvoir. Il s'agit surtout pour le CERES et Goux de défendre une politique qui permette, en sortant provisoirement du SME et en établissant de légères mesures protectionnistes, d'impulser une « reconstruction nationale » qui soit moins dépendante des contraintes internationales.

Mitterrand, on le sait, a beaucoup hésité entre ces deux politiques après le résultat des municipales. Visiblement, le CERES et C. Goux pensent qu'il peut revenir sur sa décision sur la base de l'échec du « plan Delors » (voir p. 3). Pour eux, l'important n'est donc pas d'en appeler à la mobilisation des travailleurs afin de mettre en échec les mesures d'austérité. Il s'agit surtout de multiplier les pressions sur Mitterrand pour que, le moment voulu, il se décide sur leurs propositions.

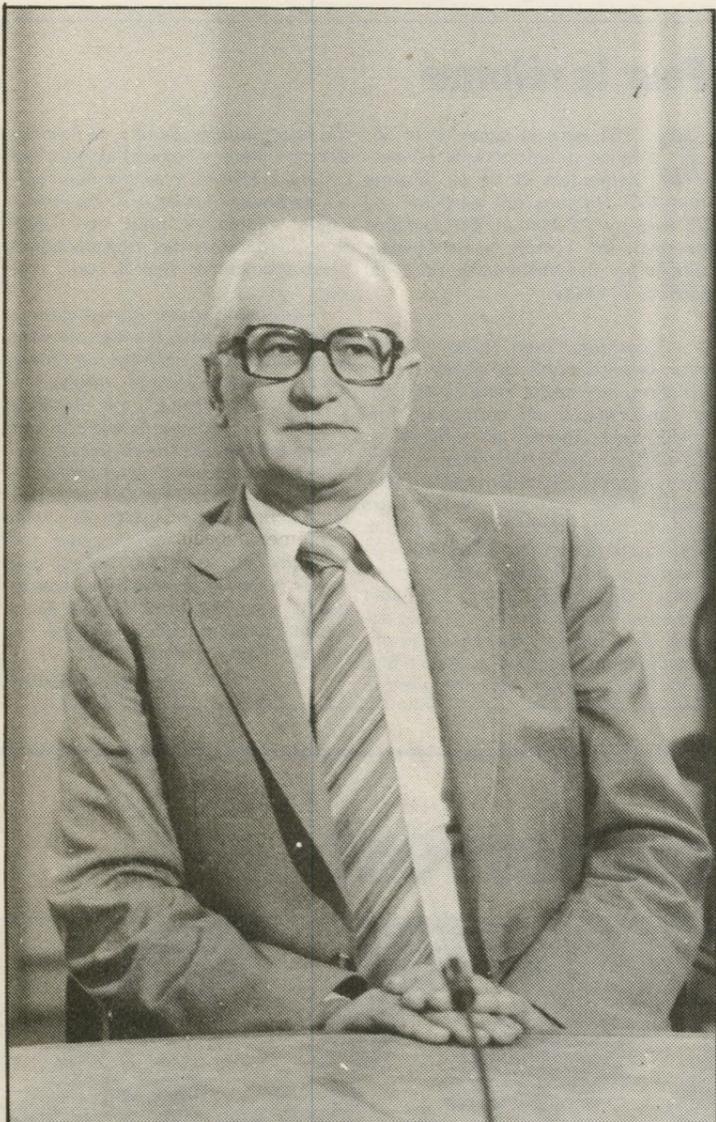
La préparation du congrès du PS est un moyen de démultiplier ces pressions. C'est dire que pour le CERES, la question essentielle n'est pas d'en appeler aux militants de base pour ceux qui défendent une ligne de « rupture », mais de tenter d'influencer la direction, surtout les « mitterrandistes », afin qu'elle influence à son tour Mitterrand, dans un sens « anti-Delors ».

Poperen, lui aussi, veut se « démarquer à gauche ». Sa tactique n'est pas de proposer, contrairement au CERES et à Goux, une « autre politique ». Son seul objectif, c'est, par sa lettre, d'essayer « d'exprimer le malaise », que connaissent beaucoup de militants, tout en se démarquant du CERES. Son optique n'est pas de proposer une « contre-orientation » à celle de Delors, mais de permettre que le PS exprime, au moins verbalement, son « autonomie », tout en soutenant la politique de Mitterrand.

Toutes ces contradictions au sein de la direction du PS traduisent un phénomène plus profond : le « malaise » qui traverse les militants de base face à la politique d'austérité et le mécontentement des travailleurs. Malaise qui ne s'exprime pas encore sous forme de courants critiques nationaux, remettant à la fois en cause la politique du gouvernement et les jeux des tendances officielles, qui toutes, à leur façon, la soutiennent ou veulent simplement l'amender.

Mais des débats s'amorcent au sein du PS. Même s'ils prennent souvent une forme bureaucratique, les militants révolutionnaires auraient tort de les ignorer.

Antoine Artous



Jean Poperen

« Le fil conducteur c'est l'affrontement de classe »

QUE font ces messieurs des organisations patronales, sinon organiser chaque jour, la lutte des classes (...) Le comportement de ces organisations patronales a été la grève perlée de l'activité économique et la grève tout court des investissements. Voilà la réalité. Ils occupent le secteur principal, décisif, dans la lutte contre le changement, ils y ont tenu pleinement leur place, en articulation avec d'autres secteurs socio-professionnels qui leur apportent une base de masse, et bien entendu, avec la droite politique et ses notables dans tous les pays, avec les centres idéologiques et de propagande de la nouvelle droite, et, le cas échéant, ses groupes activistes, avec une partie non négligeable de la techno-structure étatique et para-étatique. C'est leur front de classe à eux... »

« Les salariés n'ont pas attendu l'enquête du CERC pour savoir que, pour la plupart d'entre eux, ils ont peu bénéficié quantitativement de la politique du printemps 1981 et qu'il se trouve bien des bénéficiaires parmi les groupes sociaux les moins favorables à la gauche (...) Il est urgent de remettre notre monde à l'endroit (...). Nul ne songe à ignorer les contraintes de l'économie (en fait, on songe surtout à ça), mais l'échec, l'échec surtout d'un gouvernement de gauche, est assuré si ce gouvernement sacrifie ses obligations politiques aux contraintes de l'économie (...). La base sociale principale des socialistes, c'est la masse du salariat moyen et du petit moyen salariat (...). »

Poperen s'inquiète aussi des retards de la réforme fiscale. Il dénonce certaines remises en cause d'acquis des travailleurs : « Que penser de cette distinction entre secteurs "préservés" et "non préservés" du monde du travail. La sécurité de l'emploi deviendrait, en somme, une sorte de faveur qu'il

faudrait faire payer aux premiers : et les travailleurs du secteur public devraient renoncer aux garanties du statut de la fonction publique, pour les commodités du patronat, qui exige de licencier à sa guise ! (...) Exemple de progrès social, qui au lieu d'aller de l'avant pour ceux qui sont à la traîne, ramènerait tout le monde au niveau des moins favorisés et réduirait le champ des garanties obtenues par les travailleurs contre la sauvagerie des lois du marché. »

Le constat que porte J. Poperen est radical, les solutions qu'il propose le sont moins.

Plus généralement, Poperen se tait dès qu'il s'agit de passer du bilan d'une politique à ce que pourrait être une autre politique qui s'appuie sur les aspirations de la « gauche profonde ». Ses phrases se font embarrassées : « Oui à des mesures rigoureuses, dures, dès lors que les temps sont difficiles (...) On ne fera pas la justice sociale "malgré" la rigueur ; on fera plus de justice sociale "parce qu'il y a la rigueur". »

Il est vrai qu'il est difficile pour J. Poperen de faire le constat qu'il fait et de soutenir l'actuel plan d'austérité !

Il est vrai que le « numéro 2 » du PS a plus de facilité à décrire la mobilisation de la droite, le « front de classe » qui se constitue autour du patronat, que de tracer les voies de la riposte ouvrière. Pour le faire, il faudrait qu'il prenne clairement position pour les revendications ouvrières et s'oppose ouvertement à la politique actuelle du gouvernement.

« Chacun sait bien que le système soviétique guette, embusqué, le moment où la crise du système occidental parviendra au point où elle offrira l'occasion (...), soit que d'un coup, par surprise, la péninsule européenne bascule dans la besace soviétique, soit qu'elle s'abîme doucement dans la finlandisation. »

Vive le monde libre et le parapluie américain donc ! Sur les questions internationales, J. Poperen n'a pas un discours gauche...

ÉTATS GÉNÉRAUX POUR LE DÉSARMEMENT

(région parisienne)

Carrefour de dialogue sur la paix, la sécurité, le désarmement

4, place St-Germain-des-Prés 75006 PARIS (Métro: St-Germain-des-Prés) SAMEDI 7 MAI 1983

Les carrefours se tiendront de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h.

Salle 1. Projection vidéo permanente sur les 4 thèmes.

Salle 2. La course aux armements est-elle dissuasive et assure-t-elle la sécurité ?

Salle 3. L'équilibre des forces : surarmement, désarmement ?

Salle 4. Désarmement et paix dans le monde : comment obtenir la réduction des armements ? Réflexions et rôles que peut jouer l'opinion publique auprès des gouvernements et des conférences internationales.

Salle 5. Quels problèmes sociaux, économiques, moraux pose la course aux armements, ses incidences sur le bien-être des peuples et le développement ?

De 17 h à 19 h 30 séance plénière salles 3 et 4. Rapport des 4 carrefours et conclusion des états généraux.

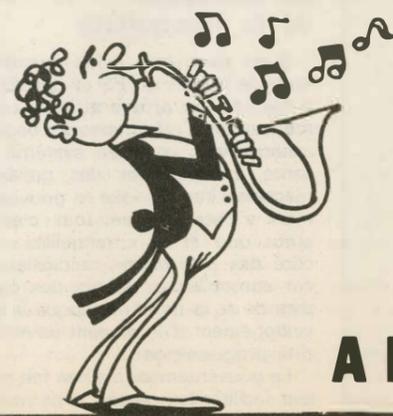
Les rapports et les animations des carrefours seront assurés par des personnalités ayant soutenu l'appel aux états généraux :

• Exposition photographique sur le thème « Histoire de la lutte pour la paix » organisée par l'agence EDUMEDIA.
• Vente des éditions « ART ET LA PAIX ».
• Ventes dédicaces de livres et sérigraphies.

À partir de 19 h sur la place St-Germain-des-Prés : GRAND BAL POPULAIRE DE LA PAIX ET DU DÉSARMEMENT avec le groupe MISCAL. Participation aux frais des carrefours : 20,00 F. Étudiants et jeunes : 10,00 F.

Parmi les cinq cents personnalités qui soutiennent les Etats généraux : Simone de Beauvoir, écrivain. Pierre Bauby, économiste. Henri Bonjour, prêtre. Pierre de Blanpré, conseiller technique. Jean-Pierre Chabrol, écrivain. Michel Constantin, acteur. Pia Colombo, chanteuse. Collamarini, sculpteur. M. Lucy Dumas-Soula, professeur. Claire Etcherelli, écrivain. Jean Ferrat, chanteur. Yves Goussault, professeur. Gisèle Halimi, député, avocate. Marcel Henriot, pasteur. Jacques Hugues, directeur d'édition. Alain Joxe, Ladislav Kijno, peintre. Alain Krivine, journaliste. Bernard Lacombe, responsable syndical. Georges Lebaill, député. Michael Lonsdale, acteur. Claude Lignières, pasteur. Michel Larivière, professeur faculté de médecine. Michel Langignon. Jacques Madaule, écrivain. Gisèle Moreau, conseiller de Paris. Jean-Louis Mons, président conseil général de Seine Saint-Denis. Jean-Louis Moynot, ingénieur. Raymond Oswald, prêtre. Michel Ottaway, chargé de mission. Marc Elie Pau, ancien maire-adjoint de Clichy. Ernest Pignon-Ernest, peintre. Claude Piéplu, acteur. Gilles Perrault, écrivain. Guy Rétoré, directeur du T.E.P. Daniel Renouvin, prêtre. Jean Ridoux, ingénieur. Amiral E. R. Sanguinetti. Pierre Luc Séguillon, journaliste. Jean-Paul Teissonnière, bâtonnier de l'Ordre des avocats de Seine-Saint-Denis. Nina Trehel, responsable syndicale Talbot. Haroun Tazieff, scientifique. Vercors, écrivain. Marie-Claude Vaillant Couturier.

DES ARTISTES NON-STOP...



21/

22/

23 MAI

A PRESLES

ETUDIANTS

Les choix d'une grève

QUAND les fils à papa et les filles BCBG organisent une partie de campagne, ce ne peut être qu'au Champ de Mars : on y pique-niqua entre étudiants de bonne famille, le 3 mai. Cette jeunesse dorée, qui porte sa classe avec distinction, se donne beaucoup de mal pour s'identifier au mouvement étudiant. Elle est la base sociale sur laquelle la droite s'appuie pour s'implanter à l'université.

Ainsi, la « coordination nationale » réunie le 21 avril comptait parmi sa quarantaine de participants, 15 membres du CLEF (giscardien), 2 du GUD (PFN), 1 de l'UNI (RPR), 3 de la CNEF (divers droite), etc. *Ve Matin* du 4 mai). Sa permanence téléphonique est domiciliée à la FNEF, autre syndicat étudiant de droite.

La corrida organisée autour de l'Assemblée nationale — avec quelles complicités ? — et le niveau d'organisation des manifestations ne laissent aucun doute sur la nature de cette coordination.

C'est encore dans ses manifestations que se déchargent les ordures racistes contre les « bougnoules d'Aulnay ». En d'autres temps, il ne serait pas passé un jour sans que descendent dans la rue des étudiants par milliers pour crier haut et fort « nous sommes tous des bougnoules d'Aulnay ».

Certes, avec la gauche au gouvernement et une droite qui manœuvre, les étudiants veulent des garanties avant de descendre dans la rue. C'est là que la responsabilité des deux UNEF est très lourdement engagée.

Et d'abord, celle de l'UNEF-RE pour qui toute grève, toute manifestation contre la réforme sont intrinsèquement de droite. Or, dans un grand nombre de facultés, ce sont des militants et des collectifs liés au mouvement ouvrier qui sont à l'initiative. Leur plate-forme est à l'exact opposé de celle de la droite : ils refusent l'introduction de concours à l'entrée en second cycle, parce qu'ils combattent tout renforcement de la sélection ; la droite, elle, se montre plutôt favorable à un concours d'entrée en faculté après le bac. Ils se battent pour une université de masse ; la droite se bat contre les « universités-parkings ». Ils refusent la main mise patronale, sous couvert de professionnalisation ; la droite réclame le désengagement de l'Etat. Ils s'opposent à l'élitisme ; la droite dénonce l'alignement des grandes écoles sur les facultés.

A part ces « nuances », l'UNEF-RE ne voit pas de différence entre le mouvement des étudiants contre la réforme et l'agitation réactionnaire...

Pour être plus critique à l'égard de la réforme Savary, dont *le Monde* lui-même expliquait qu'elle était dans le prolongement étroit de la politique d'Alice Saunier-Séité, l'UNEF-ID n'en a pas moins délibérément refusé d'étendre et de coordonner le mouvement des étudiants contre la sélection. Sa tendance majoritaire a choisi de chevaucher le mouvement, et de le freiner par l'inertie. Le syndicat « responsable » répond à la pression de la base... et ne lui propose de perspectives de



C'est la passivité à gauche face à la réforme Savary qui facilite la mobilisation à droite.

mobilisation que contraint et forcé, avec, naturellement, un temps de retard sur la droite.

Cela fait donc beaucoup d'obstacles devant le mouvement étudiant. Dans ce cadre, la manifestation parisienne appelée par Jussieu, pour jeudi 5, était un point d'appui important pour arracher l'initiative à la droite. De même faut-il espérer que les discussions engagées dans plu-

sieurs facultés pour une coordination et une manifestation nationales, indépendantes de la droite, se concrétisent rapidement.

Tant il est vrai que la droite ne tire sa force que de la faiblesse de l'engagement du mouvement ouvrier aux côtés des étudiants et de l'absence d'initiative de centralisation du mouvement étudiant contre la sélection.

N. J.

Pour la réforme

C'EST sous le signe de la défense de la politique gouvernementale et de sa réforme que 400 délégués ont participé, du 28 avril au 1^{er} Mai, au 68^e Congrès national de l'UNEF-ex-Renouveau, dirigée par des militants du PC et du CERES, à Orsay.

« S'entraider pour réussir », telle était la philosophie du projet de résolution, inodore et sans saveur, qui a donné lieu à une discussion formelle dans laquelle les moyens de développer l'action revendicative contre l'austérité n'ont jamais été évoqués. Il est vrai que les orateurs étaient plus préoccupés d'attaquer les étudiants en lutte, assimilés pêle-mêle à la droite. Ainsi Muriel, présidente de l'AGE santé, déclarait « Disons-le haut et fort : il faut arrêter la grève ! » ; Michel Guèze accusait les étudiants de Jussieu d'être « soutenus par ceux qui prenaient le

thé avec Saunier-Séité », et Frédéric Boccara (Paris I-Tolbiac) ajoutait que « nous préférons être les bœni-oui-oui de Savary que ceux de Saunier ». Triste alternative pour une UNEF dont la défense des revendications n'est visiblement pas le souci majeur.

Quelques notes discordantes pourtant, tant dans les commissions qu'en assemblée plénière, où un délégué de Saint-Etienne critiquait la réforme universitaire qui organise une « main mise patronale » et une « suppression des filières dites non-rentables », et un délégué de Montpellier proposait des initiatives d'unité d'action avec l'UNEF-ID. Mais après que celui-ci ait présenté son amendement sous les huées, pas moins de six interventions se succédaient pour dénoncer l'UNEF-ID et laisser entendre que le délégué téméraire était un sous-marin.

Edouard Delanuy

MEDECINS

Des propositions qui conservent

LES internes et les chefs de clinique hospitaliers ont décidé de suspendre leur grève sur la base des propositions de P. Mauroy à leurs revendications.

Certaines propositions gouvernementales sont justifiées ; elles vont dans le sens d'un statut unique du médecin hospitalier ou satisfont des revendications élémentaires et anciennes sur la protection sociale et le paiement des gardes. Pourtant, même ces propositions positives restent timorées. La question du statut unique du médecin hospitalier ne concerne que les centres hospitaliers universitaires (CHU). Alors qu'une des revendications centrales de l'intersyndicale des médecins était l'équivalence des statuts entre les CHU et les hôpitaux généraux qui assurent l'essentiel des soins avec des moyens réduits.

D'autres propositions de P. Mauroy sont, par contre, très inquiétantes. Elles favorisent le secteur libéral sous ses aspects les plus scandaleux : le droit au « dépassement d'honoraires » attribué aux anciens internes et chefs de clinique ouvrant un cabinet de médecine en ville, l'encouragement au développement des cliniques privées. C'est, là, céder aux revendications les plus corporatistes.

La recherche de la tranquillité

Il est donc tout à fait mystificateur, de la part du PS et du PC, de présenter leur propre attitude comme celle de « réformateurs » voulant avancer vers un autre système de santé, bloqués par des grévistes réactionnaires. Ce que le gouvernement a cherché avant tout, c'est le statu quo et la « tranquillité » du côté des professions médicales. Et cet immobilisme, doublé des campagnes de la droite, a bloqué le développement d'un courant de médecins progressistes.

Le gouvernement n'a rien fait pour leur faciliter les choses. Il ne recon-



naît toujours pas l'Union syndicale de la médecine, où les médecins progressistes se regroupent (notamment dans le Syndicat de la médecine générale et le Syndicat de la médecine hospitalière). La majorité, PS comme PCF, a constamment réaffirmé son respect de la médecine libérale.

Tout cela ne peut évidemment que renforcer les courants corporatistes des médecins hospitaliers qui cherchaient avant tout, dans la grève, une issue individuelle et une garantie de carrière, sans se préoccuper des besoins de santé de la population.

Et pourtant, parmi les internes et chefs de clinique, certains se battaient sincèrement pour le statut unique et la possibilité de réaliser une médecine de qualité à l'hôpital. Mais l'ensemble de la politique de santé menée par la gauche depuis deux ans n'a jamais favorisé le vrai débat, concernant la nécessité de l'extension du secteur public de santé. Pour impulser la création et le développement de structures publi-

ques plus proches des besoins quotidiens des travailleurs et des jeunes en matière de santé ; pour un service national de santé et la gratuité des soins qui s'opposent frontalement à la défense de la médecine libérale.

L'attitude des syndicats CGT et CFDT par rapport à la grève des internes, volant au secours du gouvernement et traitant les grévistes comme un bloc réactionnaire, tout en reconnaissant « la justesse des revendications », est extrêmement dangereuse. Certes, il s'agissait pour les directions syndicales de se refaire une image « de gauche » à peu de frais, mais aussi de s'affirmer, en tant que responsables de la gestion de l'hôpital public dans la situation actuelle, d'assumer l'austérité dans la santé.

Or, cette austérité-là, les travailleurs hospitaliers en font les frais en premier lieu. Les syndicats, qui ont charge de défendre leurs revendications, ne peuvent remplir leur rôle en se faisant les défenseurs de l'austérité.

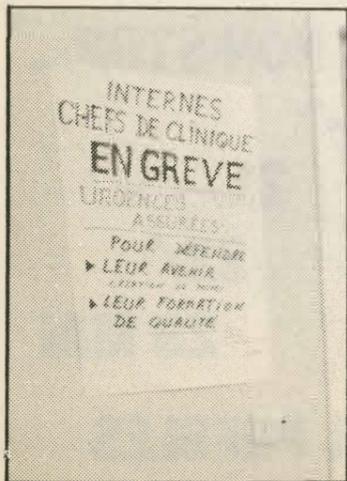
Au sortir de cette grève, l'avenir de tout le système de santé et les

choix politiques qui le déterminent restent posés. Les forces médicales réactionnaires insistent de plus en plus sur l'idée d'un Grenelle médical et hospitalier, c'est-à-dire une grande négociation technique officialisant le statu quo, le blocage des réformes et le rôle central de la médecine libérale.

Pour notre part, c'est à de tout autres mobilisations que nous travaillons : celle du personnel hospitalier qui subit quotidiennement l'austérité, le manque d'effectifs, l'oppression hiérarchique ; comme celle de l'ensemble des travailleurs pour la défense du droit à la santé, pour un service de santé gratuit et de qualité, pour un service national public de santé, pour la nationalisation de tout le secteur privé.

C'est dans ce cadre que les étudiants en médecine et les médecins désireux d'œuvrer à une santé répondant aux besoins de la population pourront trouver toute leur place

Albert Rochal



1^{er} MAI

Contre l'austérité et le racisme

A PARIS, avec 40 000 manifestants, selon la police et 100 000 selon les organisateurs, ce 1^{er} Mai 1983 a été une manifestation militante relativement importante. Malgré l'annonce d'un appel unitaire, les directions régionales de la CGT, de la CFDT et de la FEN avaient tout fait pour que ce soit une mobilisation-bidon : ne pas se déconsidérer en jouant les diviseurs sans pour autant reprendre réellement la rue aux patrons et à la droite..., et surtout ne pas en faire une occasion d'affirmer le rejet des mesures d'austérité.

Du coup, la participation ne pouvait être que médiocre. Tant pour la CGT, dont certains cortèges, tel celui de Renault-Billancourt était plus restreint que celui de l'an dernier, que pour la direction de la CFDT.

En revanche, les cortèges d'immigrés, de même que ceux affirmant la solidarité internationale avec les peuples d'Amérique centrale, étaient nombreux, comme à l'accoutumée.

L'opposition CFDT présente

Fait notable, plus nettement que jamais, la présence d'une opposition CFDT représentant à peu près les quatre cinquièmes de ceux qui manifestaient dans les rangs de ce syndicat. Une banderole de l'union départementale du Val-d'Oise, disait explicitement : « Non à l'austérité », juste derrière celle de l'union régionale parisienne.

Plus loin, derrière une banderole « Pour une autre démarche syndicale », de nombreux militants affirmaient aussi leur opposition. Contre la répression antidémocratique subie par les syndicats du papier-carton, dont le permanent Jean-Pierre Anselme a été licencié par la confédération. Et bien sûr contre les mesures d'austérité gouvernementales. On y remarquait, notamment, un fort groupe de travailleurs de la santé, ainsi que les sections de Flins et de Talbot-Poissy.

Dans tous les cortèges, à côté des mots d'ordre contre l'austérité, ceux contre le racisme faisaient l'unanimité. Au moment des attaques de la droite, à l'heure où le gouvernement s'apprête à pousser au départ cent mille travailleurs immigrés et leurs familles, cette dimension du 1^{er} Mai était tout à fait décisive.

De la même façon qu'il était nécessaire, au moment où ils étaient dans la rue en Pologne,

d'affirmer la solidarité avec Solidarnosc. Ces mots d'ordre, cependant, ne faisaient pas plaisir à une partie de l'appareil de la CGT, qui avait tendance à siffler, oubliant que leur propre direction s'était cru obligée d'inviter Walesa en France...

Un fort cortège LCR

Présente au milieu du cortège, la LCR vit ses rangs se grossir tout au long de la manifestation. Finissant très massif sur la place

de la Bastille, où Alain Krivine termina par une prise de parole dégageant la perspective, après le 1^{er} Mai, de poursuivre l'effort de mobilisation unitaire contre l'austérité et pour les revendications. Ces thèmes, de même que ceux sur la solidarité internationale et contre le racisme, rencontraient visiblement une large approbation de la plupart des spectateurs, y compris — fait notable ! — d'une partie non négligeable de ceux regroupés autour des camionnettes de

la CGT.

Pour ce qui concerne les femmes, deux cortèges. Un de la Confédération syndicale des femmes, créée par le MLF-déposé, affirmant qu'elles sont trois fois travailleuses : salariées, reproductrices, à la maison. Il comportait de nombreuses délégations provinciales. Ce courant ayant fait du 1^{er} Mai à Paris une échéance nationale. Un autre, de l'ensemble des courants du MLF-non déposé, qui se faisait remarquer par ses positions très nettes

contre le sexisme et contre le développement du travail à temps partiel.

On oubliait presque les dirigeants qui avaient appelé à la manifestation et qui la clôturèrent de courtes prises de parole ; mais leur unité à eux était aussi solide que leur banderole, qui se déchira à la première averse et au premier coup de vent...

C'est bien malgré eux que le 1^{er} Mai a été une première affirmation de la volonté d'aller de l'avant.

P. R.



Le cortège de la LCR.

GRENOBLE : 3 500 manifestants à l'appel unitaire de la CGT, de la CFDT et de la FEN, ce qui est un gros succès. Des slogans sur le thème « achetons et produisons français » pour la CGT, « la rigueur, c'est du travail pour tous » pour la CFDT. Une section CGT, de PUK, manifestait pour dire « non à l'austérité » ; en lutte en ce moment pour le maintien de l'emploi, ils se sont adressés à Fabius, lui signifiant que le PS n'avait pas été élu pour mener une politique au service des patrons. On notait aussi un important cortège de solidarité avec les combattants libanais, palestiniens et d'Amérique centrale. Enfin, le cortège de la LCR, très dynamique et remarqué, regroupait plus de 50 personnes.

EVREUX (Eure) : 400 personnes à l'appel unitaire de la CGT, de la CFDT et de la FEN. Soit environ 150 de plus que l'année dernière où la CFDT ne participait pas. Un cortège de la LCR.

AGEN (Lot-et-Garonne) : 1 500 à 2 000 personnes, soit plus de monde que l'an dernier, à l'appel de la CGT et de la FEN. Un cortège LCR. La veille au soir, la CFDT avait organisé, seule, une fête, où les militants de la LCR avaient donné l'occasion d'un débat sur l'unité en distribuant un tract.

BORDEAUX : 3 000 à 4 000, unitaire, où la CGT était majoritaire dans

le cortège syndical. Le PC environ 300 et le PS squelettique. Plus de cent manifestants avec la LCR. Un cortège de cent cinquante avec l'ASTI.

NANTES : pas d'unité. Un meeting CGT-FEN suivi d'une manifestation avec environ mille personnes. Un rassemblement CFDT en salle de cent cinquante à deux cents. Un autre rassemblement de FO, avec l'appui de la FEN et de l'UNEF-ID, d'environ deux cents personnes.

Une semaine avant, l'unité semblait devoir se faire ; mais l'accord ne s'est pas réalisé sur la base du texte de la région parisienne entre la CGT et la CFDT.

La LCR critiquait par tract cette division et appelait à participer « à la seule manifestation existante », ce qui fut fait avec le PSU.

LILLE : 800 personnes sous une pluie diluvienne. Pas de banderoles unitaires. Le cortège CGT, de loin le plus gros, représentant la moitié de la manifestation. Le cortège CFDT lançait des mots d'ordre sur « la Sécurité aux travailleurs » sur « le maintien et le développement des droits sociaux »... Présence de cortèges du PSU et de la LCR.

ROUBAIX : plus de 500 personnes. L'union locale CGT avait ressorti une

banderole « non à l'austérité » datant du temps de Giscard ! Présence de l'UCRML, groupe maoïste, ainsi que de la LCR, du PSU et du PS.

CLERMONT-FERRAND : entre 800 et 1 000 personnes, avec un appel unitaire CGT, CFDT et FEN. Des discours très modérés devant le gouvernement, laissant percer un léger malaise, souligné par une banderole CGT : « L'abaissement du pouvoir d'achat n'est pas une solution. Agissons ! »

Une centaine de personnes dans le cortège de la LCR et des JCR.

SEDAN (Ardennes) : 250 personnes, à l'appel de la CGT et de la CFDT, dans cette ville de 25 000 habitants. Lors de la réception à la mairie, le discours du maire, très dur : « il ne faut plus accepter aucun licenciement ».

Dimanche matin, de la Bastille au Père-Lachaise, 2 500 personnes ont répondu à l'appel de FO. Un cortège important en comparaison de l'année dernière, les banderoles et les mots d'ordre les plus repris étant : « Non à l'austérité » et le refus des licenciements. A noter une présence importante de militants du PCI fondus au sein du cortège, et la présence de Quilès et Debarge pour le PS...



Selon une tradition désormais solidement établie, des soldats en uniforme étaient présents dans les cortèges ouvriers du 1^{er} Mai parisien. Avec Force ouvrière le matin où une délégation du collectif de campagne a distribué un tract. Avec la CGT, la CFDT et la FEN l'après-midi où une centaine de soldats et de jeunes du collectif civil pour les 6 mois avaient constitué un cortège combattif chaleureusement applaudi tout le long de la manifestation. Leurs mots d'ordre « Pour les 6 mois et les droits démocratiques » bien sûr, « Contre l'austérité qui frappe les travailleurs et les jeunes et épargne les généraux », « De l'argent, il y en a pour les missiles pas pour la solde » furent longuement repris sur leur passage.

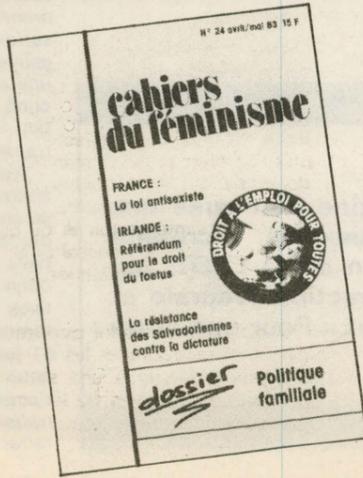
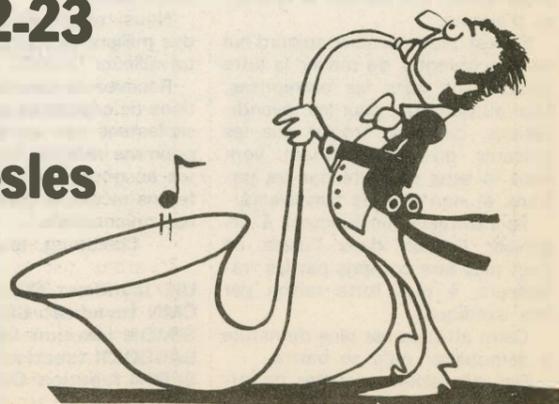
J.-L. M.

Un bal de nuit...

21-22-23

mai

à Presles



Dans la CGT et la CFDT, de nombreuses des voix s'élèvent

● Deux ans après le 10 Mai, portées par le mécontentement grandissant des travailleurs, des forces d'opposition syndicale se renforcent et s'expriment de plus en plus fortement dans la CGT et dans la CFDT

CGT : le verdict

Un verdict. Voilà ce que sont les deux textes rendus publics par les syndicats de la métallurgie cherbourgeoise et les communaux de Rennes. En même temps, en effet, dans les congrès fédéraux qui se succèdent (métallurgie, transports, SNCF, Sécurité sociale, etc.), des dizaines de délégués réclament de leur direction fédérale, et de la confédération, une riposte à la hauteur du plan d'austérité. Chaque fois, ces militants syndicaux expriment le souci des travailleurs qu'ils côtoient devant l'offensive de la droite et du patronat. Ils veulent « reprendre la rue à la droite », et ne pas accepter une austérité d'un gouvernement de gauche, alors qu'ils l'avaient combattue du temps de Giscard.

Au-delà des congrès locaux et fédéraux de la CGT, des centaines de sections syndicales, de syndicats ont condamné sans ambiguïté les mesures gouvernementales, et les ordonnances.

Cette contestation du bien fondé du plan Delors, ce refus d'y souscrire au nom de prétendus impératifs supérieurs de la crise, sont une réaction saine des organisations et militants de la CGT. Mais ils ne trouvent pas, en écho à leur prise de position de classe, un accueil favorable de la direction fédérale. Celle-ci biaise avec les mesures d'austérité, les condamne du bout des lèvres en prétendant y voir quand même du positif. La direction



rection Krasucki apparaît ficelée, après le comité confédéral national, dans une alliance avec le gouvernement. Mais, nul ne l'a votée ni même envisagée au 41^e Congrès, qui a eu pourtant, à chaud, à traiter du blocage des salaires, annoncé par Mauroy en personne. Aussi enjoint-elle ses fédérations de procéder par journées d'action aux contours et aux objectifs flous. Le seul dénominateur commun ré-

side dans leur éparpillement au gré du calendrier. Ces journées ne recueillent pas l'assentiment des travailleurs. Elles contournent la question centrale qu'ils se posent, celle du refus des mesures d'austérité. Comment s'étonner dès lors que des appels comme ceux que nous publions cette semaine voient le jour ? Comment ne pas penser qu'ils feront tache d'huile ? Ils témoignent d'un refus des mesures

CHERBOURG

Cinq syndicats métaux écrivent à Krasucki

Au camarade Henri Krasucki, secrétaire général de la C.E. confédérale,

Camrades, Les mesures d'austérité prises par le gouvernement de gauche, font aujourd'hui, vous n'êtes pas sans le savoir, l'objet de violentes critiques de la part des travailleurs de notre pays.

Il est incontestable que si le but à atteindre est la relance de notre économie, ainsi que la réduction du nombre de chômeurs, il n'en demeure pas moins vrai que les mesures d'austérité décrétées par le gouvernement issu du 10 mai 1981 ont un caractère anti-ouvrier.

Les syndicats et sections syndicales CGT de l'UIE, des CMN, de Babcock, de SEPFA, de Simon, entreprises de la métallurgie cherbourgeoise, se permettent d'intervenir au plus haut niveau de notre organisation afin de tirer la sonnette d'alarme.

Il n'est plus possible aujourd'hui de se contenter de mener la lutte uniquement dans les entreprises, face au patronat, pour les revendications, car il se trouve que les mesures du gouvernement vont dans le sens souhaité par les patrons et non par les travailleurs.

Se cantonner uniquement à organiser l'action dans l'usine ne peut plus être compris par les travailleurs, à plus forte raison par nos syndiqués.

Cette attitude est plus de nature à démotiver qu'à se battre. Des démissions récentes de mi-

littants de nos syndicats en sont malheureusement la preuve.

La CGT est indépendante des partis et du gouvernement, nous devons le prouver une nouvelle fois, en organisant la riposte à la hauteur des exigences, pour défendre les intérêts de la classe ouvrière.

Notre confédération doit prendre ses responsabilités.

Il ne s'agit pas pour nous d'attendre que tout vienne d'en haut, mais il se trouve que dans certaines situations la lutte doit être organisée avec des mots d'ordre d'action clairs et précis, émanant du plus haut niveau de l'organisation syndicale.

Camrades, vous êtes responsables au plan national comme nous le sommes dans nos entreprises ; il est grand temps de redresser la barre, en organisant une grande journée de lutte, de grève et de manifestation contre l'austérité gouvernementale et les mesures anti-ouvrières.

Nous sommes persuadés que des milliers de militants CGT et de travailleurs pensent comme nous. Recevez camarades, nos salutations de cégétistes convaincus que seulement par notre action, nous pourrions montrer le chemin à suivre au gouvernement et que nous ferons reculer la droite et le patronat revanchards.

Cherbourg, le 27 avril 1983.

UIE (syndicat CGT),
CMN (syndicat CGT),
SIMON (section CGT),
BABCOCK (section CGT),
SEPFA (section CGT).

RENNES

Une lettre ouverte à la direction CGT

A Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT
Au bureau exécutif
A la CE de notre confédération

Camrades,

Aucune des mesures du plan d'austérité décidé par le gouvernement n'est acceptable pour les travailleurs. La CGT n'aurait pas accepté un tel plan sous Giscard-Barre. Nous ne pouvons pas le laisser appliquer sous un gouvernement de gauche. D'ailleurs, Gattaz, le patron des patrons, le trouve bon, même s'il en demande plus.

Maintenant, les travailleurs se tournent vers la CGT. Il en va de notre crédibilité, en tant que syndicat qui se veut indépendant. Nous devons riposter à la hauteur de l'attaque.

Dans notre programme revendicatif, il y a les réponses qui correspondent aux revendications des travailleurs :
— la défense de la Sécurité sociale ;
— le SMC à 4 100 F ;
— l'impôt sur la fortune ;
— les 35 heures

En premier lieu, nous devons exiger la suppression de toutes les mesures d'austérité.

Conscients de répondre aux aspirations des travailleurs, nous nous adressons à vous, direction de notre confédération. Il est nécessaire d'organiser une large riposte unitaire de masse et interprofessionnelle, quelles qu'en soient les formes : grèves, manifestations..., car depuis deux ans, nous

avons pu constater l'inefficacité des actions éparpillées entreprise par entreprise, secteur par secteur. Il faut ouvrir un large débat dans les colonnes de notre presse.

Pour notre part, nous sommes prêts à nous mobiliser tous ensemble. Depuis deux ans les forces de droite manifestent. Le seul moyen de lutter contre leur retour au pouvoir, c'est l'action de masse des travailleurs.

Cela dépend de nous, à tous les niveaux de la CGT, quels que soient les niveaux de notre responsabilité.

Rennes
le 27 avril 1983

Pour tout contact :
Lettre ouverte des communaux de Rennes
Luc Pham, 22, rue Jules-Lallemand
35100 Rennes

« Rouge » publiera la semaine prochaine une interview de Jean-Pierre Anselme, secrétaire de la branche papier-carton de la CFDT, aujourd'hui licencié par la direction fédérale et participant au regroupement « Pour une autre démarche syndicale ».

CFDT : E. Maire devant son opposition

APRES une « semaine d'information » fin avril, le conseil national de la CFDT appelle à une « journée d'action » le 26 mai ; celle-ci devrait comporter « arrêts de travail, rassemblements, etc. » et n'était pas prévue avant ce conseil ! Contrainte de faire une telle concession à ceux qui rendaient compte du mécontentement de la base, la direction fédérale s'est empressée de lui donner un seul débouché : la revendication de la « création de fonds salariaux » qui pourraient comporter, au niveau des entreprises, 1 % ou 1,5 % de la masse salariale, gérée sous le contrôle des syndicats, afin de « lutter contre le chômage »...

Rarement la direction de la CFDT sera apparue aussi cantonnée à maintenir un discours politique au lieu de débattre vraiment des préoccupations des travailleurs ! D'autant plus que cette « proposition » n'en était, au niveau de la direction confédérale elle-même, qu'au stade de l'élaboration. Ainsi, Maire fait, en mauvaise posture devant une grande partie de sa base, une surcharge d'idées nouvelles. Mais, il finissait par dire, dans la conférence de presse, que « la tournée du 26 serait aussi

l'occasion de discuter et préciser cette proposition » (sic !).

A petite échelle...

Visiblement réduit à inventer des projets de plus en plus contradictoires, la direction confédérale explique qu'en « géant autrement au niveau micro-économique » — 1 % de la masse salariale — on pourra « apporter une solution à la crise économique mondiale ». Elle est à deux doigts d'annoncer qu'il faut, la main dans la main avec « nos patrons nationaux » tout faire, la fleur au fusil pour gagner la « guerre économique ». Une chose est sûre : « il faut tenir compte de la viabilité des entreprises, écrite, avant de décider une grève » ! Et la situation de « notre industrie, ajoute-t-elle, « doit être surmontée sans dirigisme ». Avec les solutions du « libéralisme », donc...

... avec le CNPF

Pour Maire et son équipe, le seul espoir, à l'évidence, est de voir le CNPF se saisir de cette idée des « fonds salariaux » pour jeter le maximum de structures syndicales dans des discussions tournent le dos aux vrais problèmes politiques

du moment, tous ceux que pose une réelle mobilisation de masse contre le patronat, afin de mettre l'ordre du jour les objectifs de planification et de socialisation qui étaient ceux de la CFDT, au profit de l'autogestion, pendant des années.

En même temps, la gêne et la direction confédérale devant son opposition devient évidente. Jacques Chérèque, à France Inter le lundi 2 mai, finissait par dire qu'« ils représentent partiellement 25 ou 30 % », tout en se vantant qu'il y ait eu « une majorité de 5 % au conseil national ». Il avait visiblement oublié qu'Edmond Maire avait chiffré à 45 % ses opposants dans son interview à Libération au lendemain du congrès confédéral de Metz, fin mai dernier !

Le secrétaire général, pour sa part, se contentait de reconnaître qu'« ils existent, ils se manifestent, ils s'expriment », avec une précision : « avant cela dans les six mois avant chaque congrès. » Cette fois-ci, ajouta-t-il, ils ont décidé de continuer à se voir après le congrès. Eh oui, l'orientation de la direction confédérale pousse les militants fidèles à une perspective de lutte de classe à se regrouper et à préciser leur stratégie alternative !

Pierre Rème



Vers une réunion nationale des opposants CFDT

DU Monde au Paris libéré en passant par le Point et la presse provinciale, une opposition à la direction de Maire est un fait aujourd'hui reconnu. Le temps semble passé où Libération, par exemple, ironisait sur « l'extrême diversité de forces qui sont loin pouvoir faire une opposition ».

Justement, ce à qui s'attachent

en ce moment même de nombreux « contestataires », c'est de mettre au clair, avec précision, « une autre démarche syndicale » pour reprendre le titre du texte qui circule dans la région parisienne.

Tirant le bilan des deux dernières années, il constate : « La confédération ne joue plus le rôle revendicatif qui était le sien avant l'arrivée de la gauche au pouvoir et ne prend pas les moyens de mobilisation pour infléchir la politique gouvernementale et en proposer une autre. » Ce bilan amène à une condamnation nette d'une direction « abandonnant le projet de transformation de la société ».

Avec le projet de définir une alternative, trente-cinq syndicats se sont rassemblés, le 19 avril. Ils ont débattu de diverses améliorations à apporter au premier texte, défini un calendrier et des perspectives de travail ; comportant notamment une réunion nationale le 11 juin prochain. En même temps, ensemble, ils ont critiqué le « fonctionnement de plus en plus centralisé » et « les méthodes autoritaires » mises en vigueur par

l'équipe Maire : n'a-t-elle pas, récemment, imposé le licenciement d'un permanent des syndicats du papier-carton pour des raisons visiblement politiques ?

Cette démarche de regroupement et de clarification des idées communes d'une large opposition est sortie d'ores et déjà de la base la plus restreinte des opposants traditionnels : à Edmond Maire. Aux côtés des PTT, de la santé, des communaux, du livre, du papier-carton, des finances et de l'INSEE, des syndicats du commerce et des métaux participaient à la réunion... Et plusieurs syndicats métaux de la région parisienne ont tiré en bulletin spécial aux adhérents le texte en cours de débat pour permettre à toutes leurs sections d'entreprise de donner leur avis.

Une démarche démocratique qui, aux yeux de beaucoup, a le grand mérite de rompre avec la méthode des coups de force réalisés par Edmond Maire, Jacques Chérèque ou Jean Kaspar à grand renfort de relais dans la presse et à la télé.

P. R.



FO : le contre-feu de Bergeron

CERTAINS peuvent être surpris que FO soit la seule centrale syndicale à se prononcer clairement contre l'austérité, comme l'a montré sa manifestation du 1^{er} Mai, comme le montre son appel du 18 mai à une heure de grève minimum.

En fait, cet appel est le contre-feu de Bergeron face à l'exigence qui montait depuis plus de six mois de plusieurs syndicats pour que la direction ne se limite pas aux petites phrases de Bergeron mais engage l'action. Ainsi, les syndicats des Finances et ceux des employés et cadres s'étaient prononcés plusieurs fois pour une grève de vingt-quatre heures et de nombreux télégrammes étaient tombés sur le bureau de Bergeron ces dernières semaines. On peut parier que sans la proposition d'une heure de grève le 18, la proposition d'une grève de vingt-quatre heures aurait été majoritaire à la dernière CE confédérale le 25 avril.

Pour la direction de FO, c'est donc soulever le couvercle pour faire quelque peu échapper la pression de syndiqués qui n'acceptent pas que, comme la CFDT et la CGT, FO refuse en pratique de croiser le fer avec le gouvernement. Cette pression est surtout sensible dans les secteurs où la confédération a une implantation sérieuse, comme la fonction publique et les employés. Surtout après les déclarations de Delors qui, « revenant sur la parole donnée », remet en cause la clause de sauvegarde incluse dans l'accord salarial fonction publique de 1983, accord dans lequel Bergeron voyait le signe de la reprise de la politique contractuelle...

A la différence de ses collègues Maire et Krasucki, Bergeron ne peut pas justifier l'inaction syndicale par le souci de ne pas gêner le gouvernement. Indépendance oblige. D'où les difficultés actuelles à trouver une ligne directrice, alors que les effectifs de FO ne progressent pas.

Mais la direction entend bien fixer les limites de ses actions de riposte. D'abord en jouant comme les autres la carte de la division :

ainsi, à Béziers, Bergeron y est allé de son petit couplet anticommuniste, reprenant les arguments de Maire en 1982 : « Me voyez-vous défiler à côté de gens de la CGT et du Parti communiste qui travaillent à l'avènement de sociétés dont on voit ce qu'elles donnent à présent ? » Solidamosc, que de crimes on commet en ton nom ! Heureusement, il n'a pas été entendu par les syndiqués FO des ardoisières d'Angers qui, avec leurs camarades de la CGT et de la CFDT, ont organisé un défilé commun de deux mille travailleurs le 1^{er} Mai, face à quatre cents licenciements. Car, face au patron, syndiqué FO, CGT ou CFDT, la lettre de licenciement est toujours la même, et la division n'est pas de mise.

L'autre corde à l'arc syndical de Bergeron, c'est l'affirmation d'une indépendance au goût douteux, en allant rencontrer Bernard Pons, secrétaire du RPR. Quel but à cette rencontre, sinon de réaffirmer que les membres du RPR peuvent continuer à manœuvrer des sections FO alors que la majorité des syndiqués FO se sont pourtant clairement prononcés le 10 mai contre Giscard.

L'indépendance syndicale, ce n'est pas être à mi-chemin entre les partis du mouvement ouvrier et ceux du patronat. Mais FO, qui se targue du respect de la Charte d'Amiens, réserve ses références au combat pour le socialisme aux jours de fête et aux rassemblements devant le Mur des fédérés.

Alors oui, c'est bien contre l'austérité qu'il faut agir et faire grève, mais ensemble, dans l'unité, et pas une heure en fin de journée comme le proposent de nombreuses sections syndicales. Il faudra que les syndiqués FO aient à cœur de s'adresser ce jour-là à leurs camarades de la CGT et de la CFDT, et que ces derniers parlent aussi aux syndiqués FO le langage de l'unité contre l'austérité. Laissons le dernier mot à Cassandre-Bergeron : « Je sens monter le mécontentement, et nul ne sait la forme qu'il va prendre. »

L. C.

Le seul chemin pour le rejet du plan d'austérité

C'HACUNE des confédérations ouvrières connaît en son sein, de la base au sommet, un malaise et un débat : une mobilisation unitaire, interprofessionnelle est à l'ordre du jour. Marquée, à titre d'avertissement et pour élargir encore la mobilisation, par une journée nationale, avec grève et manifestations de masse.

A leur façon, même déformée par des enjeux plus ou moins internes aux appareils, toutes les dernières réunions nationales des directions syndicales l'attestent. Tant les congrès fédéraux CGT que le dernier conseil national de la CFDT ou la commission exécutive confédérale de FO.

La raison est très simple, de plus en plus nettement perçue par la grande masse des militants et des travailleurs : le patronat est plus arrogant que jamais et obtient ce qu'il veut d'un gouvernement attaché à respecter « ses engagements » avec les exploités...

Combien de travailleurs en sont-ils écœurés ? Décidément, le syndicat des patrons d'agences de voyages ou les patrons des facultés de médecine défendent mieux leurs intérêts !

Le refus des directions

Devant cette mise en cause massive, les directions confédérales donnent de fausses réponses : il leur est demandé de mettre à l'ordre du jour les revendications ; elles répondent en refusant de se prononcer sur le plan d'austérité dans son ensemble.

Force ouvrière lance une journée le 18 mai, tout en précisant bien, par la bouche de Bergeron, que le refus de l'unité d'action avec la CGT est une affaire de « principe ». On n'est pas anticommuniste pour rien !

FO agira donc, seule, contre le plan d'austérité : moins dans le but de mobiliser que dans celui de parfaire son profil « indépendant ».

La CFDT, ébranlée par diverses réunions régionales et fédérales, lance une journée d'action le 26 mai, laissant les diverses régions libres d'en fixer les formes, que ce soit celle de grèves diverses ou de manifestations. Alors qu'elle sait parfaitement quel mécontentement règne contre la politique d'austérité, elle cherche à éviter de poser le problème posé par les travailleurs : elle lance une nouvelle revendication vedette, celle de la création de « fonds de solidarité pour l'emploi », dans lesquels les travailleurs verseraient une partie de leur salaire pour parer à la grève des investissements patronaux et tâcher de faire créer quelques emplois. Des emplois pour lesquels, sans doute, des subventions gouvernementales viendraient compléter les « sacrifices » des travailleurs !

Une dangereuse utopie, qui ne peut satisfaire les syndicats CFDT qui, le 1^{er} Mai notamment, ont défilé en prenant position contre l'austérité.

Pour la CGT, l'heure est aux journées d'action par fédération, par branche professionnelle, sans aucun objectif clair et unificateur d'un refus net et sans appel des ordonnances d'austérité.

Le combat pour l'unité

Trois grandes questions sont laissées sans réponse par le dispositif des directions confédérales.

- Comment bloquer l'offensive patronale, à laquelle les ordonnances acceptées par le PS et le PC donnent des ailes ?
- Quel chemin emprunter pour arrêter un politique d'austérité gouvernementale qui frappe les travailleurs ?
- Comment sortir de cette épouvantable division qui règne en fait depuis 1977, le 1^{er} Mai n'ayant été, de la part des directions, qu'une parodie d'unité ?

A cela, les syndicalistes unitaires ont une réponse unique, quelle que soit leur confédération. Pour arrêter l'offensive patronale et rejeter les mesures d'austérité gouvernementale, il faut l'unité. Le chemin à emprunter est donc celui de la mobilisation nationale, unitaire et interprofessionnelle, celui d'une grève tous ensemble.

Cela se prépare, pour tous les syndicats, à tous les niveaux, devant les travailleurs. Et tous ceux qui le veulent réellement saisiront toutes les occasions pour le faire. C'est, malgré la volonté des directions confédérales, la seule réponse élémentaire à la situation ressentie massivement par les travailleurs. Pour la défense des revendications ouvrières, il est plus que temps de s'y mettre. Deux ans après...

J. L. et P. R.

Unité exemplaire aux impôts

Aux impôts, les quatre syndicats nationaux se sont mis d'accord sur un appel commun à mobiliser « contre les conséquences du plan de rigueur, contre un budget d'austérité, pour garantir et aider une politique sociale de progrès, pour la satisfaction de nos revendications ». La plate-forme est extrêmement précise et systématiquement réunit le SNUI, le SNADGI-CGT, FO, et la CFDT.

Ces organisations « appellent dans l'unité » :
● à des actions de mobilisation dans la période du 2 au 11 mai avec tenue d'assemblées générales des personnels, envoi de motions et pétitions au ministre, tenue de conférences de presse locales ;
● à un arrêt de travail d'une demi-journée minimum le 19 mai. Elles ajoutent : « Ce processus d'actions connaîtrait des développements ultérieurs si satisfaction n'était pas donnée. »

PTT

Une dizaine de centres de tri en grève

PLUSIEURS centres de tri PTT sont actuellement en grève. Sous la forme d'une heure par jour, reconductible tous les jours en assemblée générale. Les revendications portent sur la diminution du temps de travail, pour répondre en particulier aux suppressions d'effectifs que veut imposer l'administration. Tel est le cas à Melun, Créteil, Issy-les-Moulineaux, Nanterre, Rouen, Angers et Châteauroux.

Réponse concrète et immédiate aux effets de la politique d'austérité, cette série de luttes reprend la forme d'action qui s'était montrée efficace à Toulouse il y a quelques semaines (voir *Rouge* n° 1056 et 1057). Bien que non popularisée par les directions fédérales, cette grève de Toulouse unitaire (CGT-CFDT-FO) pendant plusieurs semaines sert aujourd'hui d'exemple pour les autres centres de tri...

Du côté de l'administration, en revanche, l'heure est à la répression. Avec le recours aux vieux textes : le ministre Mexandeau est allé sortir des oubliettes une loi datant de 1963, exigeant « un préavis de grève émanant d'une des organisations représentatives cinq jours francs avant le déclenchement de la grève ». Ce



texte précise aussi que « des arrêts de travail par échelonnements successifs ou par roulement concerté des divers secteurs ou des diverses catégories d'un établissement ne peuvent avoir lieu ». Le gros bâton pointe

vite : 20 000 dossiers sur ce sujet sont en cours d'examen !

Par prudence devant de telles pressions et en l'absence de réaction des directions fédérales des syndicats des PTT, les grévistes de Rouen et ceux de Cré-

teil ont dû discuter pour y adapter leur forme d'action. A Rouen, ce sera une journée de grève, le vendredi, chaque semaine, jusqu'à satisfaction.

Du côté des directions syndicales nationales, en effet, l'attitude est pour le moins troublée. Des audiences avec le ministère ont déjà eu lieu sur cette question sans que sorte le moindre appel à se mobiliser contre les menaces de répression. Une prochaine réunion, d'ailleurs, est prévue pour le 13 mai... S'agit-il de brader le droit de grève par volonté de soutenir la politique d'austérité ?

Un telle situation ne peut, de la part des travailleurs des PTT, qu'appeler une seule riposte : le soutien et la popularisation des luttes en cours dans les centres de tri. Leur renforcement est la meilleure façon d'amener directions syndicales et ministère socialiste à se prononcer clairement devant les revendications. Correspondant.

FAIENCERIES HENRIOT DE QUIMPER Le patron interdit de séjour

LES Faïenceries Henriot à Quimper sont occupées depuis le jour où le patron a déposé le bilan : le 8 avril (voir *Rouge* du 22 au 29 avril). Vendredi 29, ils sont venus à Paris poser le problème aux ministères, rue de Grenelle, en vêtements de travail, blouses de nylon, blanches et bleues, décorées de motifs bretons, fleurs et silhouettes ; ils tranchent quelque peu avec les costumes cravates et les robes habillées du quartier des ministères.

« Une famille prive 200 emplois », explique le slogan écrit sur les blouses. Ils sont reçus en délégation au nombre de dix par les représentants du ministère de l'Industrie. Les autres attendent sur le trottoir en face ou vont prendre un « reconfortant » après une nuit de voyage et une première visite le matin au ministère de la Culture.

« Nous avons réagi sur le coup, dès l'annonce du dépôt de bilan, c'est ça qui nous a sauvé », explique l'un d'entre eux. Ils sont décidés à lutter à tout prix pour préserver leur emploi. Travailler chez Henriot n'est pas particulièrement rose. Une usine et un matériel vétustes, des salaires très faibles. « J'ai vingt-cinq ans d'ancienneté dans la faïencerie, j'ai changé une fois de boîte, je gagne aujourd'hui 3500 F par mois, primes comprises », c'est dire...

A Quimper, ils sont un peu l'exemple ; ceux des autres entreprises menacées par les licenciements, à Monoprix, à Galva Rapidex, réagissent peu. « Il faut dire que nous, nous avons un syndicat très dynamique. » Pour eux, les responsabilités du patron dans le coulage de l'entreprise sont évidentes. « De

toute façon, il s'en fout, il a du fric de côté, possède un gros cabinet d'assurances sur la ville. Son fils est ingénieur dans l'entreprise. Il passait une bonne partie de son temps à faire des expériences qui devaient coûter plus d'argent qu'elles n'en rapportaient. Des essais d'émaillage par exemple. Les pièces ressortaient du four, criblées de trous et devaient repasser dans les ateliers pour être rectifiées. Par contre, il a ouvert deux magasins, face à l'usine, dans lesquels il vend au détail les produits que nous fabriquons. »

C'est à la quasi-unanimité que les travailleurs et les travailleuses des faïenceries ont reconduit l'interdiction de séjour de la famille Verlingue dans l'entreprise pendant la grève. Ils ont assez fait leurs preuves ! La région quimpéroise est déjà fortement touchée par le chômage. La lutte que mènent ceux des faïenceries est bien vue sur la ville. « Les gens comprennent notre bataille sur l'emploi, et puis il existe un attachement à la faïencerie, c'est une production traditionnelle à Quimper et beaucoup tiennent à ce qu'elle demeure. »

Et qu'en dit-on dans les ministères ? « Nous avons été reçus et écoutés de façon attentive », explique Bernard Robert, délégué CGT, à la sortie de l'entrevue. « C'est positif, certes, mais nous n'avons pas eu l'impression qu'il existait une volonté politique de maintenir l'emploi. »

« On nous a expliqué, continue-t-il, qu'il n'était pas possible de s'engager sur les licenciements éventuels avant la fin de l'étude en cours sur la rentabilité des faïenceries. »

Les travailleurs d'Henriot ont

déjà refusé toute solution de coopérative ouvrière. « C'est toujours, évidemment, lorsqu'une entreprise a de gros problèmes que l'on propose aux travailleurs d'en faire une coopérative », remarquent-ils.

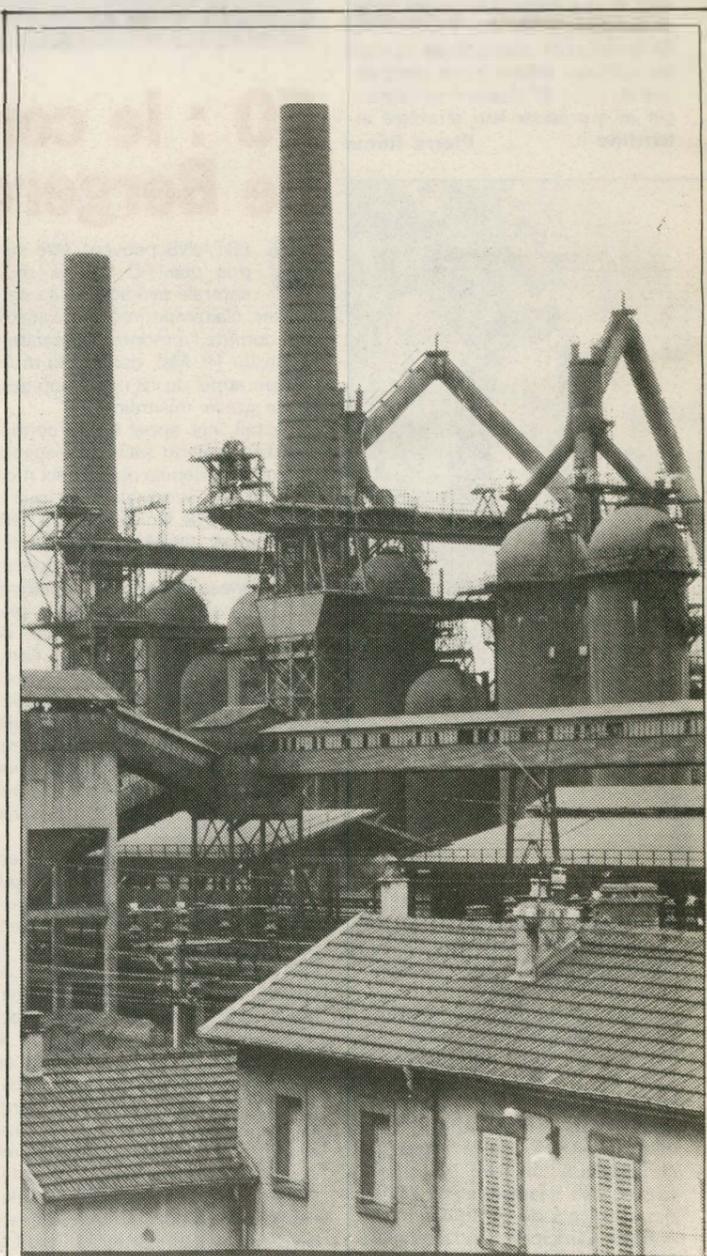
Le ministère de l'Industrie leur a assuré qu'il « recherche un acquiescent crédible » mais, remarque Bernard Robert, ça risque d'être difficile à trouver, ce n'est pas actuellement le type d'investissement juteux, rentable. Par contre, le ministère se refuse à toute participation des fonds publics, sous tutelle, que proposent les travailleurs d'Henriot et leurs syndicats. « On nous a donné deux raisons, explique Bernard, les fonds publics prêtés sous le régime Giscard ont été détournés par le patron, il n'est pas souhaitable, d'après le ministère, de recommencer la même expérience, et l'investissement public, dissuaderait l'investissement privé... cela n'est guère convaincant. »

Ils sont repartis à Quimper, sans assurances, mais toujours aussi déterminés à lutter pour conserver leur emploi. « C'est parfois dur, parce qu'on ne se rend pas toujours compte dans l'entreprise du rapport de forces que l'on arrive à créer. Et puis aujourd'hui, on est un peu isolés, au moment où les médias parlent paysans, étudiants et médecins en lutte. On reçoit seulement quelques coups de fil et messages de soutien. »

Tous ceux qui sont attachés à la lutte pour l'emploi doivent les assurer de leur solidarité.

Michel Morel

Faïenceries H.-B. Henriot, 1, rue Haute, Loc Maria 29000 Quimper. Tél : 16 (98) 90 09 36.



SIDERURGIE

Nous ne voulons pas être des «beni-oui-oui»

« Nous ne voulons pas être des benî-oui-oui par rapport au gouvernement » a déclaré la CFDT de la sidérurgie lorraine. Elle veut aussi être « porteuse d'exigences industrielles », mais... « pour protéger les acquis sociaux ».

C'est le 25 mai prochain que sont décidés, à Bruxelles, les « quotas de production » : avec à la clé des milliers d'emplois.

Le 1^{er} Mai, la Pologne ouvrière a défié Jaruzelski

• Dans les plus grandes villes, la population a répondu à l'appel de Solidarnosc, malgré la violence de la répression



PAR centaines de milliers, ils ont répondu à l'appel de la direction nationale clandestine de Solidarnosc demandant aux travailleurs polonais de descendre massivement dans la rue le 1^{er} Mai. 40 000 à Gdansk, 40 000 à Nowa-Huta, 15 000 à Varsovie, des dizaines de milliers à Wrocław, Szczecin, Cracovie et dans les autres villes du pays : le test est réussi.

Que peuvent les litanies de la presse officielle répétant que les « contre-manifestants » ne dépassaient pas 40 000 dans une vingtaine de villes, face aux images entrevues de cette foule compacte, la peur au ventre peut-être, mais décidée à exprimer son refus du pouvoir bureaucratique et affrontant — jeunes ouvriers et vieilles femmes très dignes au coude à coude — des hordes de ZOMOs casqués et armés jusqu'aux dents ?

Une foule défiant, à Varsovie, les miliciens à cheval d'obéir aux injonctions de leurs chefs « d'agir plus énergiquement ». Pénétrant dans les rangs de la manifestation officielle à Cracovie et défilant devant la tribune où se côtoyaient bureaucrates en civil et en uniforme aux cris de : « *La Pologne, c'est nous, venez avec nous !* » Chargeant les ZOMOs et les mettant en déroute à Nowa-Huta.

La victoire de Solidarnosc ne fait aucun doute. D'autant moins que participer aux manifestations appelées par la TKK, ou se trouver simplement aux abords des lieux de rassemblements « clandestins », c'était, chacun le savait, prendre le risque d'un contrôle policier. Et donc, dans ce pays où l'Etat est aussi le patron, risquer dès le lendemain de se retrouver sans travail et fiché comme « *élément antisocial* ». Cela n'a pourtant pas empêché

des centaines de milliers de Polonais de braver les menaces du pouvoir annonçant « *qu'il n'hésiterait pas à employer la force* » et de passer outre aux exhortations de la hiérarchie catholique.

L'échec de l'épiscopat

L'échec sur toute la ligne des manœuvres du cardinal Glemp est patente. Après avoir appelé à ne pas manifester fin mars, il a dû se rétracter face à la combativité qui s'exprimait au sein des usines. Une semaine avant le 1^{er} Mai, il proclamait la légitimité de l'appel du 1^{er} Mai lancé par la TKK et contredisait très explicitement ses propos antérieurs en affirmant : « *Le monde des travailleurs a sa propre façon de célébrer sa fête : nous n'avons jamais défini comment il fallait le faire...* »

Ce retournement montre bien que la tentative du pouvoir de s'appuyer sur l'Eglise pour faire passer la « normalisation » a fait, une fois de plus, long feu. Leur ferveur religieuse n'a pas empêché les travailleurs de faire savoir au primat que, hors la loi ou non, Solidarnosc comptait comme un acteur à part entière sur la scène politique. Contrairement à de nombreux journalistes de la presse occidentale qui viennent de « redécouvrir » le syndicat clandestin, le pape, lui, semble l'avoir compris. Ce qu'illustre son avertissement aux autorités polonaises qu'il serait obligé d'aborder la question des prisonniers politiques dans ses homélies, s'ils n'étaient pas libérés avant son arrivée en Pologne.

La perspective de cette visite — dont rien n'assure aujourd'hui qu'elle aura bien lieu — représente certes une échéance importante. Pour le pouvoir comme pour le mouvement clandestin.

Mais ce n'est pas la seule, et de loin.

La violence des affrontements qui ont eu lieu le 1^{er} Mai à Nowa-Huta (et qui ont fait un mort) témoigne du degré d'exaspération qui s'exprime dans les rangs de la classe ouvrière. Comme il fallait s'y attendre dans cette ville-usine bâtie autour des aciéries Lénine — le plus grand complexe industriel du pays avec 40 000 travailleurs —, la manifestation avait un caractère massivement ouvrier. Mais ce qui frappait surtout, c'était la détermination des manifestants, jeunes et vieux, à en découdre avec les forces de l'ordre. Visiblement, ils s'y étaient préparés et n'entendaient pas se disperser au premier jet coloré lancé par les canons à eau. Leur rage contre la politique répressive du pouvoir et contre la dégradation de la situation économique qui accule à la misère des franges croissantes de la classe ouvrière se traduisait par le slogan sans fard de « *A bas le régime !* ».

Débat dans le mouvement clandestin

Pour l'instant, cependant, le pouvoir reste bien en place. Il dispose toujours du contrôle absolu sur l'armée et sur la police.

En réquisitionnant travailleurs et enfants à soixante kilomètres à la ronde et en mobilisant massivement les soldats, il est même parvenu à organiser un défilé imposant dans la capitale — ce dont il avait été incapable l'an dernier.

Le fait que les ouvriers de Nowa-Huta, renonçant aux simples escarmouches, s'en soient pris aussi ouvertement au pouvoir bureaucratique en fonçant sur les ZOMOs, montre toute l'importance de la réponse qui sera apportée au débat qui traverse le mouvement clandestin depuis des mois.

Construire patiemment une société clandestine reposant sur des institutions sociales et culturelles parallèles, en espérant que le temps et l'ampleur d'un tel mouvement obligeront le pouvoir à s'asseoir à la table de négociations ? Ou bien se préparer à un affrontement que les explosions de colère de la classe ouvrière rendent inéluctable, en préparant la grève générale par un travail systématique de réorganisation des structures syndicales dans les usines, par une offensive propagandiste en direction de l'armée et de la milice et par la mise en place des structures d'auto-défense capables de faire face aux forces de répression ?

C'est cette dernière voie qu'a choisie la direction de Basse-Silésie de Solidarnosc. C'est pour elle que semblent opter les ouvriers de Nowa-Huta, et elle pourrait bien gagner de l'audience très rapidement car, comme le reconnaît Lech Walesa lui-même — pourtant connu pour sa prudence —, « *les gens disent de plus en plus souvent qu'il faut combattre avec les mêmes armes que celles utilisées contre nous* ».



Le 1^{er} Mai 1983 de Solidarité, à Gdansk en Pologne.

Jacqueline Allio

DEUX ANS APRES...

L'impérialisme français plus actif que

L E Parti socialiste veut tout faire pour développer le socialisme à l'échelle internationale », clamait il y a quelques mois, Jacques Huntzinger, secrétaire du PS aux relations internationales. Alors que la majorité entre dans sa troisième année d'activité, il faut de singulières lunettes pour discerner un soupçon de « socialisme » dans la nouvelle diplomatie française. Un seul fait suffit d'ailleurs à dissiper toute illusion. Comme le rappelait en 1982 la revue *Pouvoirs*, aucun changement significatif n'est intervenu dans l'appareil diplomatique : « Au ministère des Affaires étrangères, sur onze directions, trois seulement (affaires politiques, Amérique, personnel) ont changé de mains. »

Au cours des premiers mois, l'équipe au pouvoir parut innover. La France manifesta une opposition plus nette à l'apartheid sud-africain et à la politique de Prétoria en Namibie. Elle fit certaines ouvertures au Front Polisario et posa les jalons de nouveaux rapports avec l'Algérie. Elle alla même jusqu'à condamner l'intervention US en Amérique centrale.

Bien sûr, nos gouvernants ont toujours indiqué qu'il ne s'agissait pour eux que de défendre les intérêts du « monde libre » quand la politique de Ronald Reagan précipitait le tiers monde dans les bras de Moscou. François Mitterrand déclarait ainsi, le 12 octobre 1981, à *Time Magazine* : « Nous pensons que le maintien de systèmes dépassés en Amérique latine est un danger pour tout le monde (...) Le communisme naît de la misère et si l'Occident n'est pas plus compréhensif, ces peuples s'armeront en s'adressant à d'autres. C'est-à-dire l'URSS. » Il reste que, quelles qu'en aient été les justifications, cet aspect de l'action du Quai-d'Orsay limita les marges de manœuvre de l'impérialisme dominant et constitua un point d'appui pour certaines luttes populaires, notamment en Amérique du Sud.

La « troisième voie » enterrée

De cette « troisième voie » — intermédiaire entre le capitalisme et les dictatures bureaucratiques de l'Est — que prétendaient concrétiser les dirigeants français, il reste aujourd'hui bien peu de choses.

● **Au Moyen-Orient**, Paris contribue ouvertement au rétablissement de l'ordre impérialiste. Après avoir cautionné les accords de Camp David, il participe, aux côtés des troupes américaines, aux différentes forces multinationales chargées de « pacifier » la région. Confirmant son identité de vue avec Washington, le chef de l'Etat confiait au journaliste Joseph Kraft que « la conception française d'une juste solution au Proche-Orient est plus proche de la conception américaine depuis que le président Reagan a rendu public son plan préconisant un accord entre Israël et les Arabes sur une entité palestinienne » (compte rendu d'un entretien privé paru dans *le Point* du 13 décembre 1982).

● **Vis-à-vis de l'Amérique centrale**, il n'est plus question de la moindre livraison d'armes au régime sandiniste. Antoine Blanca, responsable socialiste et ambassadeur itinérant en Amérique latine, vient de mettre clairement les points sur les i en déclarant qu'« aucune aide nouvelle (après celle de 97 millions de francs en 1982) n'était prévue et que d'ailleurs le gouvernement nicaraguayen n'avait formulé aucune demande nouvelle à ce sujet ».

● S'il est un domaine où les nouveaux responsables ont toujours manifesté une continuité avec le régime précédent, c'est bien l'Afrique. Tout a été mis en œuvre pour protéger les intérêts du capital français dans cette chasse gardée traditionnelle. Et pour cause. La plus grande partie du patrimoine minier de l'Afrique francophone n'est-elle

pas sous la coupe de compagnies financières nationalisées comme Suez et Paribas ? Et le tiers de nos ressources en matières premières ne vient-il pas de ce continent ?

Comme avant le printemps 1981, c'est à Paris que se font et se défont les politiques de certains Etats africains. En Centrafrique, par exemple, l'Elysée n'hésite pas, par une pression financière, à faire tomber le fantôme Dacko pour le remplacer par le général Kolingba.

Corrolaire inévitable d'une telle orientation, le maintien du corps expéditionnaire dans les anciennes colonies françaises. Ancien ministre de la Coopération, Jean-Pierre Cot le justifie en ces termes : « Il est vrai que l'existence de bases étrangères est une survivance regrettable, un poids financier pour la France, un aveu d'impuissance pour l'Afrique. Mon souhait est de mettre fin au plus tôt à cette situation. Mais tant que l'Afrique elle-même n'est pas en mesure de prendre le relais, tout retrait unilatéral aurait pour conséquence de déstabiliser la région. » (*Politique internationale*, hiver 1982-1983.)

Non seulement, le gouvernement maintient des troupes de l'autre côté de la Méditerranée, mais il renforce ses capacités d'intervention rapide dans cette partie du monde. Le projet de loi de programmation militaire adopté par le Conseil des ministres du 20 avril, prévoit en ce sens, la création d'une « force d'assistance rapide » composée de 80 000 hommes et capable d'agir dans le cadre des « accords militaires conclus avec les pays d'Afrique ».

« L'appui le plus solide de Reagan »

Après le 10 mai 1981, la France demeura une puissance impérialiste. Elle resta même la dernière métropole coloniale du vieux continent. Mais voulant accroître ses marges de manœuvre dans le concert international et prônant la nécessité d'un « nouvel ordre mondial » au profit des pays de l'hémisphère sud, elle semblait introduire une note discordante dans le bloc occidental.

Les illusions sont désormais tombées. L'abandon des tentatives initiales du gouvernement est la conséquence de l'insertion croissante de notre pays dans le dispositif impérialiste mondial. Trop de faits convergent pour laisser le moindre doute à ce sujet.

Le président de la République n'a pas manqué une occasion d'approuver la politique de surarmement de Reagan. En janvier dernier, devant le Parlement ouest-allemand, il prononçait un vibrant plaidoyer en faveur de l'installation en Europe des fusées Cruise et Pershing et en appelait au renforcement de l'Alliance atlantique. A l'unisson du climat de guerre froide lancé outre-Atlantique, le gouvernement expulsait le mois dernier une cinquantaine de diplomates soviétiques. Ce qui valut au chef de l'Etat les félicitations de Washington. « Le leader socialiste est apparu comme l'appui le plus solide du président Reagan sur le vieux continent », écrit le journal américain *Christian Science Monitor*. *Le changement est spectaculaire par rapport à l'époque où les prédécesseurs conservateurs de Mitterrand essayaient de jouer les intermédiaires entre l'Occident et Moscou. »*

Mais le pouvoir ne s'en tient pas aux déclarations d'intention. La loi de programmation militaire que doivent prochainement examiner les députés témoigne d'une volonté d'articuler les conceptions et l'action de la France avec celles de l'OTAN.

En consacrant 830 milliards de francs à la défense dans les cinq prochaines années (soit une moyenne de 6 % d'augmentation du budget annuel), Paris se situe aux avant-postes de



l'offensive de remilitarisation des métropoles occidentales. Celle-ci se fixe explicitement pour but d'acquiescer une supériorité totale — au plan des armements conventionnels et nucléaires — sur le Pacte de Varsovie. En faisant porter son effort dans l'ensemble des domaines, Charles Hernu s'inscrit totalement dans cette logique meurtrière (voir *Rouge* du 29 avril).

2 Les responsables français prennent indéniablement à leur compte la perspective chère au Pentagone d'une « guerre limitée » en Europe et manifestent leur intention de s'insérer dans une éventuelle « bataille de l'avant ». L'accent mis sur la modernisation de l'armement nucléaire tactique, avec la construction du missile Hadès (capable de frapper les forces de l'Est à 350 kilomètres de distance) et l'accélération des préparatifs de construction de la bombe à neutrons, vont clairement dans ce sens. Tout comme la mise en place d'un vaste corps expéditionnaire dont la souplesse, la mobilité et la polyvalence doivent, selon Hernu, « marquer notre capacité d'engager en Europe, à l'endroit et au moment choisis, des moyens classiques ».

L'aboutissement d'une logique d'ensemble

Cette orientation laisse peu de place aux propos généreux envers le



tiers monde. Mais elle ne doit rien au hasard. De même qu'elle se détermine, en matière économique et sociale, en fonction des besoins de la classe dominante et qu'elle se soumet aux règles du marché mondial, la majorité s'adapte, dans ses choix diplomatiques, à la situation du système impérialiste. Ce dernier connaît une crise globale qui force ses différentes composantes à remodeler leurs sphères d'influence et à redéfinir les règles de leur domination économique et politique ainsi que de la concurrence qui les oppose.

Confronté à une offensive de Washington pour rétablir son leadership, Mitterrand — comme ses

homologues européens — doit tout à la fois s'aligner et chercher à utiliser les atouts dont il dispose dans le cadre de la nouvelle situation mondiale. Possédant une force de frappe atomique propre, relativement épargné par les mobilisations antiguerre, il prétend se poser en partenaire privilégié de la Maison-Blanche, espérant en retirer quelques avantages dans le cadre des marchandages entre puissances occidentales, notamment sur le plan économique.

Cette dernière perspective paraît pourtant bien aléatoire au moment où la crise exacerbe les contradictions entre bourgeoisies et conduit les plus fortes d'entre elles à tenter de sortir de leurs difficultés sur le dos de leurs concurrentes. La montée continue du cours de Dollar et ses effets dévastateurs sur les économies européennes en est la meilleure illustration.

Dans la définition de sa politique étrangère, l'hôte actuel de l'Elysée ne fait au fond pas autre chose que son prédécesseur. Dans une interview à *Paris-Match* en février 1982, Giscard n'indiquait-il pas, qu'avant sa défaite électorale, il travaillait à une « coopération organisée » entre l'OTAN et la France ? On assiste ici à l'aboutissement d'un processus inexorable.

Le mot de la fin revient sur ce point aux socialistes du CERES, qui écrivent très justement dans leur ouvrage *Le Socialisme et la France* : « Ne nous attendons pas à une politique extérieure en rupture avec la logique passée si, en France même, à l'intérieur de nos frontières, les conditions d'une rupture avec la logique passée ne sont pas réunies. »

Christian Picquet

Dans son numéro de mai, « Critique communiste » aborde de façon plus approfondie la politique étrangère de Mitterrand et analyse les conséquences de l'alignement atlantiste actuel.

Vient de paraître

Critique Communiste

revue mensuelle de la Ligue Communiste Révolutionnaire (section française de la IV^e Internationale)

n° 19 mai 83/12 fr.

Sommaire

Radiographie du plan d'austérité

IMMIGRATION ET ANTIRACISME

Planification démocratique et propriété
Retour sur un débat dans la C.F.T.C.
puis la C.F.D.T.

La politique étrangère de Mitterrand

Dossier

Vient de paraître

n° 149



jamais

● Un aspect méconnu: l'Afrique aux Français

En ces temps de racisme et de condamnation de « l'émigration sauvage », on entend couramment dénoncer les travailleurs étrangers comme des voleurs d'emplois.

Pour mieux dénoncer ces arguments xénophobes, il est bon d'en savoir un peu plus sur une tout autre émigration « clandestine », celle des Français à l'étranger. Clandestine parce que soigneusement cachée par la presse, elle est une des conséquences les plus tangibles des intérêts internationaux du grand capital français.

On se souvient que lors des élections municipales de 1977, la droite avait dirigé les votes des Français à l'étranger vers un certain nombre de communes pour lesquelles elle voulait bénéficier du vote majoritairement réactionnaire des expatriés. Depuis, c'est à nouveau le silence. Même après le 10 mai 1981.

SELON une brochure du CNPF, il y avait à la fin des années 1970, 1 300 000 salariés français à l'étranger. Environ 40 % d'entre eux travaillaient dans les pays du tiers monde.

Il est particulièrement intéressant de comparer cette situation avec les pays d'origine des travailleurs immigrés en France, singulièrement ceux du Maghreb et d'Afrique noire. Certains pays d'Afrique connaissent une présence française nettement plus élevée qu'en pleine période coloniale. En Côte-d'Ivoire, par exemple, on est passé de 12 000 Français en 1960 à 50 000 en 1982. Dans toute l'Afrique, on comptait, l'an passé, 311 800 Français. Pour la seule Afrique noire, il y en avait 194 200 alors qu'il y a 136 000 ressortissants de ces pays en France. En Afrique du Nord, la présence française est encore importante et nullement constituée par les seuls « coopérants ». On compte encore quelques exploitants agricoles et des commerçants.

Une invasion économique...

La « coopération » intervient peu dans cette émigration, quoi qu'en dise le gouvernement. Si l'on prend l'exemple du Gabon, on s'aperçoit qu'il s'agit essentiellement d'une véritable invasion économique. Ce pays qui ne compte que 600 000 habitants reçoit 24 500 Français. Or, selon les chiffres officiels, il y a dans ce pays 739 « coopérants ». Si l'on admet que chacun d'eux représente sur place en moyenne une famille de trois personnes, cela fait environ 2 217 personnes présentes au Gabon au titre de « l'aide au développement ».

Qui sont les autres ? Quelle est cette écrasante majorité des 24 500 Français du Gabon ? Elle est essentiellement composée de patrons, dirigeants de sociétés, hauts fonctionnaires de l'appareil d'Etat, gros commerçants, professions libérales ou cadres des multiples entreprises ayant des intérêts dans cette région. Comment, dès lors, s'étonner que l'essentiel des capitaux investis au Gabon soient français, que

ce pays soit le premier partenaire commercial de l'Hexagone et qu'il soit membre de la zone Franc ? Ils sont 24 500 à veiller au grain sur place !

... et une occupation étrangère

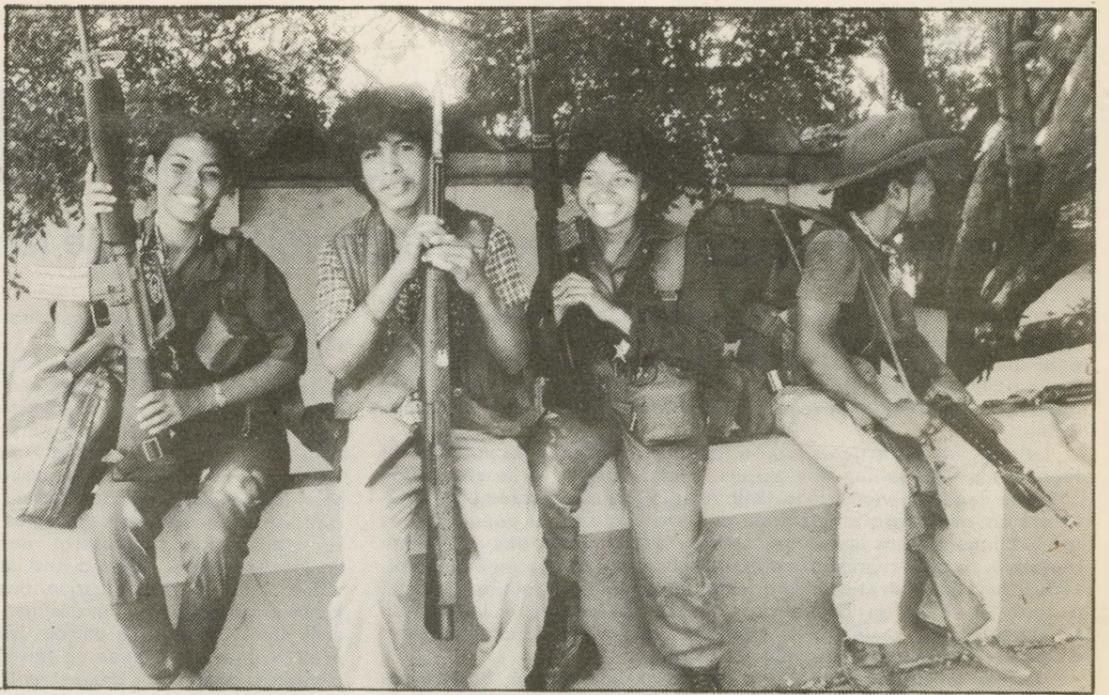
Voilà qui éclaire d'un jour nouveau les fables sur les immigrés qui volent nos emplois et notre argent. On s'aperçoit que la présence des Français dans ces pays constitue souvent une véritable occupation étrangère. Ceux-là ne sont pas au chômage, ils ne sont pas OS et ne vivent pas dans des foyers insalubres. Leurs salaires sont au moins deux fois plus importants qu'en France. Et nous ne parlerons pas des rentes de situation, villas et voitures de service ou des revenus patronaux. Mais il paraît que c'est pour le « rayonnement » de la France à l'étranger.

Tout ce beau monde vote, on s'en doute, majoritairement à droite. Lors du renouvellement du Conseil supérieur des Français à l'étranger, en mai 1982, la liste de gauche n'a obtenu que 35 sièges sur 129. A Abidjan, capitale de la Côte-d'Ivoire, les défenseurs de la « coopération de gauche » n'ont décroché qu'un siège sur les cinq.

La revue *Marchés tropicaux et méditerranéens*, qui est sans doute l'une des plus sérieuses pour le « business » en Afrique, précise sans fard : « Cette interdépendance sociale a des effets sur les relations culturelles entre la France et l'Afrique, et peut-être est-ce à terme le plus grand bienfait des échanges de population. Par la force du contact, la compréhension réciproque s'installe lentement. N'est-il pas frappant d'entendre parler avec le même enthousiasme le cadre africain de ses études en France, le coopérant français de sa vie en Afrique ? (1) » Ce sont les travailleurs immigrés qui vont être contents d'apprendre cela.

C. Gabriel

1. N° 1937 du 24 décembre 1982.



NICARAGUA

L'agression menace l'économie du pays

ON savait depuis longtemps l'impérialisme américain décidé à isoler Cuba et à déstabiliser le Nicaragua. La forte offensive révolutionnaire du Salvador le force à précipiter les événements. C'est ce qui ressort du discours prononcé, le 27 avril dernier, devant les deux chambres du Congrès par Ronald Reagan. Sous prétexte de faire voter un crédit de cent dix millions de dollars pour le gouvernement salvadorien, il s'agissait en fait d'un nouveau coup de force envers l'opinion publique nord-américaine, de plus en plus hostile à sa politique en Amérique centrale. Il lui fallait surtout justifier l'intensification de ses manœuvres contre le Nicaragua.

L'argumentation du chef de l'exécutif fut sommaire. Le Nicaragua serait la plaque tournante du trafic d'armes pour les mouvements de libération de la région. Mieux, maintenant, le Nicaragua menacerait la sécurité des Etats-Unis ! Reagan argumenta en rappelant que ce pays « est aussi près de Miami, San Antonio, San Diego et Tucson que ces villes américaines le sont de notre capitale Washington ».

Sa politique d'intervention vis-à-vis du Nicaragua, la Maison-Blanche la camoufle ainsi : « Nous ne devrions pas protéger et nous ne protégerons pas le gouvernement nicaraguayen de la colère de son propre

peuple. » La colère du peuple, c'est bien entendu, pour elle, les contre-révolutionnaires qui coordonnent leurs préparatifs et leurs actions au nord et au sud du pays.

Au Centre-Nord, les troupes des ex-gardes somozistes franchissent la frontière, comme durant l'offensive d'avril où 1 500 hommes s'étaient infiltrés. Ils bénéficient de l'appui nord-américain (encadrement, formation, armes...) mais aussi de celui de l'armée hondurienne.

D'après *Libération* du 30 avril-1^{er} Mai, « la direction nationale du Front sandiniste a reconnu il y a deux semaines que les contre-révolutionnaires avaient pénétré profondément dans la région nord-est du pays, la Miskitia (peuplée d'indiens Miskitos) et menaçait les mines d'or et d'argent de Bonanza ». Au sud, c'est l'ex-commandant sandiniste « zéro » (Eden Pastora) qui se fait le plus menaçant. Managua dénonçait le fait que cinq cents hommes se préparaient à rentrer.

Asphyxier le pays

L'objectif de ces actions n'est pas, à court terme, une victoire militaire, compte tenu de l'appui populaire au Front sandiniste (FSLN). Les assaillants cherchent surtout à asphyxier économiquement le pays,

ce qui oblige les sandinistes à renforcer le secteur de la défense. Autant d'argent qui n'ira pas à l'éducation, la santé, l'alimentation.

Même si l'industrie du pays n'est que très peu développée, le départ des miliciens à l'entraînement, aux combats, va peser lourdement. Etant donné la structure économique, ce sont les pertes enregistrées au niveau agricole qui le toucheront le plus. Il faut en effet se souvenir que l'année dernière, les deux récoltes annuelles en produits vivriers ont été durement affectées par les inondations, puis par la sécheresse.

Cette année, ce sont les contre-révolutionnaires qui mettent en péril les semences. Mobiliser à la campagne, cela veut dire que les paysans doivent partir sans préparer leurs terres, sans planter. Pour ceux qui restent, surtout dans les régions frontalières, il faut être deux fois plus sur ses gardes. Le matin, ils partent aux champs avec le fusil toujours à proximité ; le soir, ils vont à l'éducation pour adultes — parfois à plusieurs kilomètres de marche. Puis vient la participation à la milice, ce qui signifie une nuit de veille. C'est une tension énorme que de vivre tout le temps en alerte, le fusil à la main !

La mobilisation des milices

Ce qui n'empêche pas la riposte populaire aux attaques d'être massive. Jusqu'à présent, dix mille Nicaraguayens participaient à la milice. Une nouvelle période de conscription vient de se terminer. Le Front demandait davantage de volontaires. Il semble que les objectifs aient été atteints sans difficultés bien avant la date de « clôture ».

Un autre exemple de la mobilisation des masses a été fourni le 29 avril, après le discours de Reagan. Le gouvernement demanda à la population de manifester « avec ses carabines, ses machettes, et toute autre arme afin de montrer que le peuple nicaraguayen est prêt à se défendre contre les agressions que M. Reagan prépare ». Selon la radio du FSLN, cent mille personnes répondirent à cet appel.

Ces nouvelles mesures américaines doivent nous inciter à réaffirmer avec plus de force que jamais notre solidarité avec les révolutions d'Amérique centrale. Il faut profiter de toutes les occasions pour dénoncer la politique interventionniste du gouvernement Reagan dans la région.

Isabelle Quetzal



CHINE

La deuxième mort de Mao (II)

● Dans les campagnes : le retour à l'économie paysanne familiale et la logique de "l'enrichissez-vous"

L'article ci-dessous est le deuxième d'une série consacrée à plusieurs aspects essentiels de la situation intérieure chinoise que nous publions à l'occasion de la visite à Pékin — cette semaine — de François Mitterrand. Elle a été écrite par notre camarade Jean-Pierre Beauvais à la suite d'un récent voyage en République populaire de Chine.

Le premier des articles (voir « Rouge » n° 1060 du 22 au 28 avril) rappelait quelques-uns des acquis fondamentaux de la révolution chinoise depuis la victoire de 1949. Acquis ayant radicalement transformé les conditions d'existence de l'ensemble de la population et qui expliquent, dans une large mesure, l'attachement des masses au régime, à ce qu'il représente d'essentiel : la fin du système d'exploitation, la collectivisation des grands moyens de production. Et cela, malgré les insuffisances et les limites inhérentes à la gestion bureaucratique ; malgré les multiples et brusques changements d'orientation, toujours décidés au sommet.

Il évoquait le dernier en date de ces grands virages, illustré par les dénonciations permanentes, systématiques, des « méfaits de la révolution culturelle et de l'action de la bande des quatre » et des orientations ayant prévalu au cours de la décennie 1966-1976 désormais qualifiée de « parenthèse tragique » dans l'histoire récente du pays. Dénonciations signifiant, sur le fond, la mise en question de ce qui était présenté auparavant comme « l'acquis du maoïsme ». C'est également à une manière indirecte de justifier les orientations actuelles, articulées autour de la politique dite de « réajustements et de réformes économiques ».

Les deux autres articles de cette série sont consacrés au contenu et à la signification de ces « réformes », engagées depuis le 3^e plénum du comité central du Parti communiste chinois (PCC), en décembre 1978. Cette semaine sont abordées les mutations extrêmement rapides que connaissent les campagnes chinoises. Mutations essentielles et qui concernent directement 800 millions de paysans, soit 80 % de la population... La semaine prochaine seront traitées les implications sociales et politiques de ces « réformes » à partir de leur mise en œuvre au niveau de l'industrie et du commerce intérieur.

SCHEMATIQUEMENT, il existe dans les campagnes chinoises trois structures nées de la collectivisation. Trois « échelons », selon le langage officiel : l'équipe, la brigade et la commune populaire.

● **L'équipe** regroupe les paysans d'un village ou d'une partie d'un bourg. Ceux-ci sont collectivement propriétaires des terres qu'ils cultivent et qui, par conséquent, ne sont pas propriété de l'Etat. Il s'agit d'une unité économique autonome : elle assume bénéfices et pertes. Jusqu'à ces dernières années, le revenu des paysans provenait fondamentalement de la répartition du revenu de l'équipe en fonction de l'apport-travail de chacun. Il existe actuellement un peu plus de cinq millions et demi de ces structures de base fondamentales, regroupant en moyenne vingt-cinq à trente familles (soit environ cent cinquante habitants).

● **La brigade** regroupe plusieurs équipes (huit en moyenne). C'est le cadre dans lequel les paysans — membres de ces équipes — organisent en commun une série d'activités nécessaires à la production agricole, ou complémentaires de celle-ci (petits ateliers de maintenance, de transformation, transport local, etc.).

● **La commune populaire** regroupe un certain nombre de brigades, variable selon les régions : parmi les quelque cinquante mille communes que compte la Chine, certaines ne regroupent pas plus de mille habitants, tandis que d'autres en comptent plusieurs dizaines de milliers. Dans leur conception initiale, aujourd'hui remise en question, les communes ont en fait un double caractère.

Elles constituent, d'une part, un cadre économique ayant ses activités propres (petites usines, ateliers divers, centres de machines agricoles, etc.).

Elles sont, d'autre part, l'organisme clé de l'administration dans les campagnes. A ce titre, elles gèrent notamment l'éducation et la santé, sont responsables des activités commerciales ou de la sécurité publique.

Appel à l'intérêt matériel

Peu après la mort de Mao Zedong, de longs débats aux rebondissements multiples eurent lieu au sein des instances dirigeantes du PCC. L'orientation de la politique agricole

fut l'un des facteurs de cristallisation.

En synthèse, un secteur représenté par Hua Guofeng, le successeur désigné, défendait — en continuité avec certaines des grandes orientations antérieures — la nécessité de développer la mobilisation populaire pour réaliser les principaux travaux d'infrastructure dans les campagnes, la relativisation progressive des équipes (structures trop réduites), la réduction, voire la suppression, des lopins privés subsistants et des marchés libres paysans. La perspective étant d'organiser la force de travail paysanne dans des « groupements toujours plus grands, toujours plus communautaires ». Au-delà des apparences, il s'agissait en fait d'une orientation visant à la modernisation des campagnes, à l'accroissement de la productivité agricole, moyennant un renforcement de l'encadrement de la paysannerie par l'appareil politique et administratif central.

Deng Xiaoping et ses partisans opposaient à cela une orientation privilégiant « l'autonomie » et les « droits des équipes », le respect, sinon l'accroissement, des lopins privés, le développement des marchés libres paysans. En un mot, la mobilisation des masses rurales, là aussi pour la « modernisation », mais en faisant appel à leur intérêt matériel.

Une décollectivisation partielle

La victoire politique de Deng sur Hua au 3^e plénum du 11^e comité central du PCC en décembre 1978, en ouvrant la voie à la « réforme économique », allait permettre la mise en œuvre rapide de cette orientation dans les campagnes.

Mais depuis lors, en à peine quatre années, les « innovations » ont succédé les unes aux autres. Les plus importantes concernent l'établissement de « systèmes de responsabilité », selon la terminologie officielle. Il s'agit en réalité de l'instauration de nouveaux rapports contractuels dans le cadre des « équipes ». Rapports qui conduisent à la réduction du rôle et de la fonction de ces dernières en tant que cadre collectif d'organisation des travaux agricoles.

Les « contrats de production avec les familles » sont les plus courants de ces nouveaux rapports contractuels, puisqu'à la fin de 1981, ils étaient déjà en vigueur dans la moitié des cinq millions et demi d'équipes existantes.

D'après ces « contrats », la terre est divisée entre les familles au pro-

rata de leur main-d'œuvre et du nombre total de leurs membres. Une partie de la production, celle « sous contrat », est livrée à l'« équipe » et rémunérée en « points-travail ». Les excédents sont gardés en totalité par les familles qui les vendent sur le marché libre.

Une variante de plus en plus répandue de ces « contrats » va même bien au-delà : les familles qui se partagent les terres gardent toute leur production. Un quota, déterminé à l'avance, est vendu à l'« équipe » à un prix fixé par l'Etat. Parallèlement, la famille verse à l'« équipe » une simple « cotisation » pour les frais d'irrigation, par exemple, et les services sociaux. Elle vend le reste de sa production sur le marché libre. Dès lors, la répartition unifiée au sein de l'« équipe » (par les « points-travail ») est abolie. **La famille devient une unité d'exploitation, responsable de ses profits et pertes, tandis que l'équipe se contente de faire payer ses services... Il ne**

sur leur lopin ; multiplication d'« arrangements » consistant, par exemple, à céder au voisin le droit de cultiver une partie du lopin moyennant compensation, ce qui n'est pas éloigné d'une forme de location...)

Mais, surtout — et dans l'immédiat, c'est là l'essentiel — la fragmentation de la production dans le cadre du système de « contrats » conduit inéluctablement à une différenciation croissante des revenus des familles. Selon une enquête du *Renmin Ribao* (Quotidien du peuple), 30 à 40 % d'entre elles ont vu leur revenu croître grâce au nouveau système, tandis que 15 à 20 % voyaient le leur diminuer...

Pour les dirigeants du pays, c'est là une évolution positive. Dans certaines régions, comme au Sichuan, des « diplômés d'honneur » ne sont pas distribués aux familles « réussissant particulièrement bien » ? Cela n'a rien d'étonnant dans la me-



s'agit pas d'autre chose que du retour à la famille paysanne comme entité de base pour la production agricole et d'une rupture avec la conception faisant de l'équipe le maître-d'œuvre de la production.

Désormais, la majorité des équipes — et bientôt la quasi-totalité d'entre elles — n'auront plus que des fonctions de régulation de la production, de « coordination des exploitations familiales en relation avec le cadre d'ensemble de l'économie nationale », planifiée et centralisée. Ce n'est évidemment pas le « retour du capitalisme dans les campagnes », comme certains, prenant leurs désirs pour des réalités, concluent à la hâte. Mais, alors que la terre reste propriété de l'équipe, une décollectivisation, partielle mais très importante dans ses implications, est bel et bien à l'œuvre

Différenciation croissante

De nombreux faits relatés par la presse chinoise donnent la mesure de ces implications.

— Le partage des terres a conduit à une parcellisation extrême : n'a-t-il pas fallu accorder à chaque famille autant de lopins différents qu'il y avait de catégories de champs dans les territoires collectifs ?...

— Il a été fréquemment suivi du démembrement de fait des biens de production collectifs (répartition entre familles du cheptel de trait et abandon d'étables collectives par exemple).

— Les familles paysannes ont très vite tendance à considérer comme leur appartenant les terres dont elles n'ont pourtant que l'usufruit (pressions pour construire leur demeure

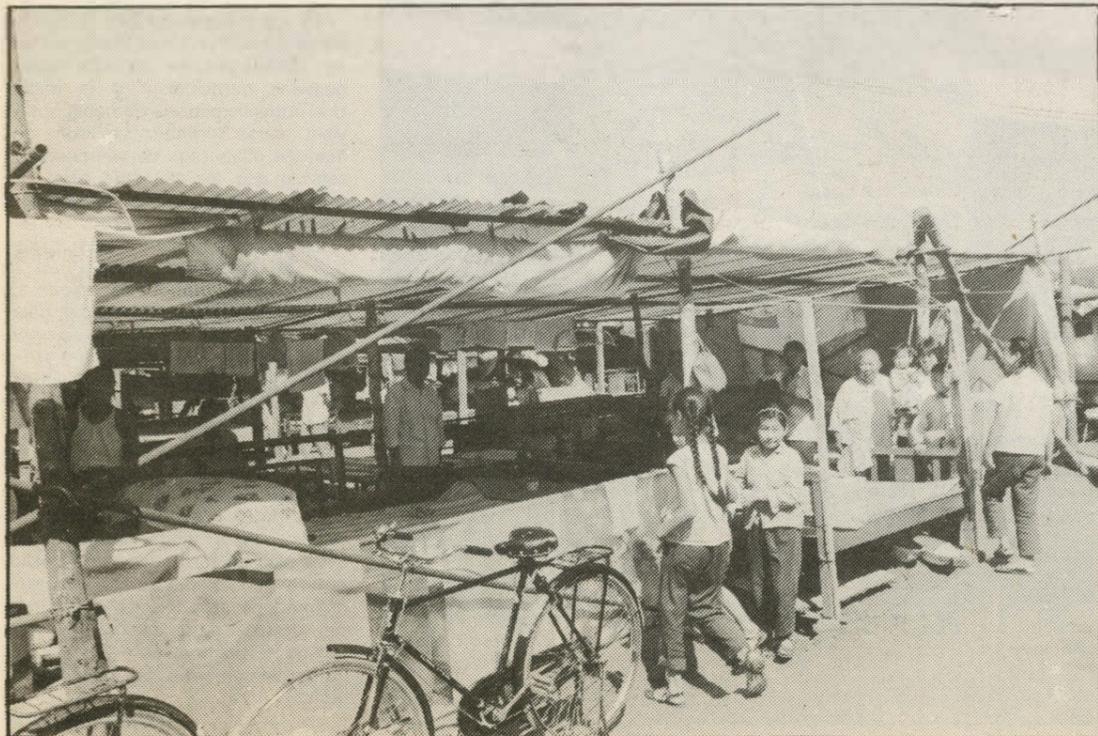
sure où la formation d'une couche aisée au sein de la paysannerie n'est que l'aboutissement logique de la politique de transformation des campagnes en faisant essentiellement appel à l'intérêt matériel. C'est à partir de cette couche où se retrouvent ceux qui ont « réussi » que le pouvoir central compte mettre en place un secteur agricole moderne, « de pointe », devant entraîner ultérieurement l'ensemble de l'agriculture.

Jusqu'où ce très rapide processus ira-t-il ? Plusieurs documents récents réaffirment sans ambiguïté le principe fondamental de la propriété collective de la terre. Tout comme la nouvelle rédaction de la Constitution du pays. Mais celle-ci ne fait plus mention des « brigades » de production, ce qui laisse prévoir une prochaine remise en cause de leur existence. Quant aux « communes populaires », l'une de leurs deux caractéristiques essentielles disparaît : elles perdent leur fonction politique et administrative au profit des anciens cantons aujourd'hui ressuscités. Très relativisées, donc, seront-elles bientôt démantelées ?

L'affirmation parallèle que, désormais, il faut établir dans les campagnes de « nouvelles alliances économiques », qui soient le cadre de « vraies relations de coopération » entre agriculteurs fondées sur le « volontariat » et le « bénéfice mutuel », prouve en tout cas que le mode de fonctionnement d'une économie paysanne familiale et sa logique tendent de plus en plus à s'imposer au détriment des structures nées de la collectivisation.

(A suivre)

Jean-Pierre Beauvais



La vie est un roman

AH, bon sang ! Voilà un film qui aurait bien réjoui Boris Vian... et les critiques qui ont accompagné sa sortie, d'un air pincé et délicat, l'auraient immanquablement fait se rouler par terre...

Ainsi donc, voilà un monsieur, bon élève, sérieux appliqué, l'un des premiers de la classe, nanti d'une filmographie au moins aussi impressionnante que celle d'un Welles, d'un Bergman ou d'un Fellini, qui entend prendre le public dans le sens contraire du rire... qui rêve à haute voix et haute image et ne craint pas de

saupoudrer ses méditations d'un zeste insolent de naïveté, de crédulité et d'une ingénuité qui ne peuvent être perçues que comme une marque d'insolence. Je ne vous dirai pas un mot du film de Resnais... la critique sérieuse parle d'un air regret d'un ratage surprenant... le public fait la queue, et si vous avez l'âme curieuse, naïve et candide d'un enfant, vous jubilez, comme devant ce poster où Einstein tirait la langue au monde...

M. Laszlo

Sarah

MAURICE DOGOWSON a placé son film sous le signe du miroir. Il dit de son héros Arnold Samson (Jacques Dutronc) qu'il va tomber, comme Alice, dans le terrier du lapin. Ce miroir, celui du cinéma, il faudra qu'Arnold le traverse pour retrouver Sarah. Elle apparaît sur l'écran comme un mirage, au milieu d'un vent de sable. Et elle disparaît aussitôt. Expert d'une compagnie d'assurances, Arnold tombe sur l'équipe d'un film ; il devra s'occuper du décor qui a brûlé. Mais c'est la panne car la vedette, Marie, est partie. Chacun y va de son anecdote sur la belle disparue. Le metteur en scène tente en vain de redémarrer avec une doublure. La star (Lea Massari) ne supporte pas ce chômage forcé et l'absence de

son double et de sa rivale : elle n'a plus de raisons de disputer à Heinz Bennent, le réalisateur, des faveurs qu'il ne peut plus dispenser à sa jeune vedette. Le film est aussi la description de ce jeu destructeur de miroirs que devient le cinéma pour celui qui y entre comme acteur malgré lui. Pour Sénéchal, comédien au bord du suicide, chaque film est une dernière chance ; il ne supportera pas cette longue attente, d'autant que le metteur en scène ne sait plus lui-même pourquoi il l'a engagé.

Arnold a beau ne boire que de l'eau, lui, l'homme des assurances, finit par y voir double et le spectateur fasciné ne sait plus, à la fin, à quelle image se vouer.

Noémie Mas

1978, de *Baara*) nous est finalement parvenu bardé de récompenses mais la concurrence est déloyale entre les gros calibres commerciaux et cette histoire africaine.

La scène est à Bamako : la fille du gouverneur, un homme corrompu déployant avec arrogance ses signes extérieurs de richesse, femmes ou voitures, est amoureuse d'un garçon pauvre, étudiant comme elle. Les étudiants se révoltent, le père furieux doit sévir contre sa fille. Les grands-parents du jeune homme qui a été arrêtés n'ont plus comme recours que les forces et les dieux du vent, de la nature. Contesté par ce chef traditionnel, le nouveau tyran l'est aussi par ses femmes. C'est finalement le personnage de la jeune étudiante qui déchaîne la plus grande tempête en s'élevant contre toutes les tutelles paternelles ou traditionnelles. On sent très fort que ce vent-là n'est pas prêt de se calmer, ni Cissé et son opérateur de Grammont d'arrêter leurs images.

Noémie Mas

Garp

Il y avait, dans la littérature américaine, un grand livre, *Abattoir 5*, de Kurt Vonnegut. En 1972, Georges Roy Hill en tira un film modeste, qui gardait par moments quelques bribes de la poésie puissante de l'original. Même coup, dix ans après : *le Monde selon Garp* est un bouquin génial (on le trouve en collection pas chère, Points-Seuil je crois), et il en reste quand même quelque chose ici. Mais la simplification de l'adaptation donne à cette histoire formidable, drôle et violente, tendre et sanglante, un côté schématique, qui paraît parfois banalement antiféministe. A la limite : ne voyez le film que si vous avez déjà lu le livre !

P.-L. T.

Chicanos story

En 1942, la guerre du Pacifique et, à Los Angeles, une mini-guerre entre les institutions et les Chicanos, travailleurs immigrés mexicains. Par le fait divers, réel, par la danse et la musique, le cinéma et le théâtre, l'attention portée à la langue et aux vêtements (le costard « zazou » est le drapeau des jeunes Chicanos), Luiz Valdez décrit sans rien laisser dans l'ombre la vie, la culture, les comportements de cette minorité. Cinéma, théâtre, ballet qui, chacun pour ce qu'il est, et chacun pour ce qu'il

est par rapport aux autres, permettent d'éviter le bêtifant moralisme de la défense des grandes causes. C'est un film chicano, vécu de l'intérieur de la culture chicano, laquelle ne cesse de produire du théâtre et de se produire en spectacle dans la rage de son origine et dans celle de son destin. Geste, parole, mouvement, tout ce qui de cette réalité-là devient le réel concret de la fiction, du film.

Piotr Gourmandisch



Reprises

La Belle de Saïgon n'est pas vraiment une reprise, encore que l'on pourrait le prendre pour une « reprise antérieure » de *Mogambo*, une sorte de futur antérieur du film de Ford. Mettez deux sex-symboles face à face (Clark Gable et Jean Harlow), résultat : de la symbolerie sexuelle, certes, mais comment donc, et surtout un humour dévastateur, des dialogues corrompus jusqu'à la moëlle et quelques images d'un érotisme qui, en un demi-siècle, n'est pas encore entièrement passé du côté du beau monde. On penserait que Fleming est moins pudique ou moins discret que Ford, ce serait une erreur, discrétion et pudeur touchent au sublime. Huston aussi est un grand pudique, c'est Tennessee Williams qui le serait moins. *La Nuit de l'iguane*, pour un ultime salut à Williams, est un film sur la mort, la mort réelle, la mort au présent : chairs délabrées, cerveau avarié, âme gangrénée, sens aux abois. Il y a aussi l'ombre de la mort « chrétienne » et l'espoir de la rédemption. La petite musique nocturne de la dignité serait-elle laïque ? Les sex-symboles, là, ont vieilli.

Piotr Gourmandisch

Le vent

« *Le vent*, lit-on au début du film, réveille la pensée des hommes ». Présenté à Cannes l'an dernier, ce dernier-né du cinéaste malien Souleymane Cissé (*Rouge* avait parlé, en

La revue des revues

Le numéro de mai de *Cinéma* est consacré au « nouveau polar français », on y trouve aussi une interview de Victor Lanoux et une utile approche du cinéma géorgien.

Cinématographe profite de la sortie de *La vie est un roman* pour consacrer le tiers de son numéro à un pertinent dossier Alain Resnais, bourré d'interviews et de témoignages de collaborateurs de celui qui est le plus important cinéaste français vivant (tiens ! vous ne vous en étiez pas encore rendu compte ?).

La *Revue du cinéma* se penche, elle, sur le cinéma tunisien et revient sur les vagues journalistiques soulevées par le *Danton* de Wajda...

Positif, tout en publiant la troisième partie de sa remarquable étude consacrée à D. W. Griffith,

affiche un sommaire 100 % transalpin, avec trois dossiers, consacrés au réalisateur Gianfranco Mingozzi, au compositeur Ennio Morricone et au directeur de la photographie Giuseppe Rotunno.

Starfix, enfin, pour son quatrième numéro confirme la bonne place conquise dans le créneau « cinéma d'action-SF-fantastique-polar... ». Au sommaire, *la Lune dans le caniveau*, film de J.-J. Beineix (*Diva...*) qui représentera la France à Cannes, et qui, tiré d'un superbe roman de David Goodis, offrira une affiche prometteuse : N. Kinski et G. Depardieu.

A part cela, des infos bien documentées, des photos et des critiques sur *48 heures* de Walter Hill, *Jaurai ta peau*, *Atomic café*, ou *Dar l'invincible...* Tonique, quoi !

M. Laszlo



• **Vendredi 23 h (A2)**, *la Chienne* de Jean Renoir, avec Michel Simon et Janie Mareze. Un mythe, tiré d'un roman de mœurs ringard d'un certain Georges de la Fouchardière...

... et qui, par l'utilisation des prises de vue en décors réels, de l'emploi du son direct et du tournage dans les rues, est devenu, avec Renoir, un superbe mélodrame naturaliste.

• **Samedi 21 h 25 (TF1)** « Droit de réponse ».

• **Dimanche 20 h (FR3)**, « Merci Bernard » de J.-M. Ribes.

22 h 30 (FR3), début d'un cycle consacré à la merveilleuse Ava Gardner, ce sphynx sensuel et hiératique qui, dans le Hollywood des années quarante-soixante, prouva que le mythe des « grandes femmes fatales » du cinéma muet, comme tous les mythes, était éternel. Le film de ce soir, *Passion fatale*, de Robert Siodmak (1949) est un curieux mélange de moments de la vie de Dostoïevski, et de séquences adaptées de son roman *le Joueur...*

• **Mardi 20 h 40 (A2)**, *Fantôme d'amour* de Dino Risi avec Romy Schneider et Marcello Mastroianni. Un film qui aurait pu s'appeler « Fantôme d'amour », tant cette histoire merveilleuse d'un homme retrouvant son ancienne amante, morte depuis trois ans, combine avec poésie le souvenir obsédant d'une femme aimée, et la présence retrouvée de son image fantasmée...

20 h 35 (FR3), *le Caporal épinglé* de Jean Renoir avec J.-P. Cassel, C. Brasseur, C. Rich... adaptation décevante du roman de Jacques Perret, et regret que Brasseur ou C. Rich (étonnant en Ballochet, parfait

prototype du Français moyen satisfait et suffisant) ne se soient pas vu confier le rôle du caporal, à la place de Cassel, bien plus à l'aise dans les comédies légères et les marivaudages qu'ici...

• **Judi 15 h (A2)**, *Incroyable Sarah*, adaptation par Richard Fleisher (*les Vikings...*) de la vie tumultueuse de Sarah Bernhardt, magnifiquement campée ici par Glenda Jackson.

21 h 55 (FR3), *l'Adoption*, film de Marc Grunbaum avec J. Perrin et G. Chaplin. Un film bizarre à la symbolique freudienne un peu lourde à digérer...

Michel Laszlo

21-22-23 mai, c'est la fête...

organisée en commun par la LCR et LO



PENTECÔTE 83

fête

Ligue
Communiste
Révolutionnaire

**lutte
ouvrière**

Presles
(Val d'Oise)
Navettes gratuites Pre de la Chapelle

21-22-23 mai

La fête commune LCR-LO de Pentecôte promet d'être bien remplie.

Côté spectacle, la liste s'allonge des artistes présents à la fête. Pour tous les goûts, chansons, sketches, jazz, musique africaine, tangos argentins, musique brésilienne, cubaine, chants du Salvador, théâtre, piano classique... nous publions la liste qui sera complétée dans les semaines qui viennent.

Côté débats, des invitations ont été lancées dans toutes les directions du mouvement ouvrier, du mouvement social, du mouvement anti-impérialiste.

On peut déjà être sûr de débats fournis sur le mouvement antiguerre, sur la situation en Amérique centrale, avec plusieurs invités. Là aussi la liste sera complétée régulièrement. Et aux débats centraux s'ajouteront, dans de nombreux stands, des petites expositions, des montages vidéo, des débats autour des stands.

Côté gastronomie, trois jours ne suffiront pas à un estomac normal pour faire le tour des spécialités qui se préparent. Alors, vraiment, ce serait dommage de rater ces trois jours de fête où chacun trouvera de quoi se détendre, s'informer ou discuter... Sans attendre, achetez billets et vignettes auprès des camarades de la LCR ou de LO.

Dimanche 22 mai
Jean Ziegler, député suisse, sera à la fête et dédicacera son dernier livre, « les Rebelles ».

Les principaux forums

- La crise et les réponses du mouvement ouvrier.
- La lutte dans les entreprises.
- Les expériences de lutte dans les entreprises qui ferment.
- La gauche, la justice et la police.
- Le combat des travailleurs immigrés.
- La lutte des femmes.
- L'armée et le service militaire.
- Le mouvement antiguerre.
- Les luttes révolutionnaires en Amérique centrale.
- Solidarnosc et la situation en Pologne.
- Le sionisme et la lutte du peuple palestinien.
- La situation dans les DOM-TOM et le colonialisme français.
- La construction du parti révolutionnaire et de la IV^e Internationale.

Ils seront à notre fête

Marie-Paule Belle Bratsch. Musique d'Europe centrale
Les Poinchevaux. Folk
Michel Lagueyrie, sketches.
Sapho
Abbey Lincoln. Chanteuse de jazz.
Patrick Elies
Guy Konkret et le groupe KA.
Toure Kunda. Musique africaine.
Josefina, chanteuse de tangos argentins.
Juliet et Onyx, chansons.
Jose Armijo, chansons du Salvador.
Patrick Elies chantera Brel.
Philippe Cauvin, guitare.
« Silence s'intériorise ». Sketches avec Yvon Hamard, Montserrat et Jean Mourière.
« Vous avez dit bizarre ». Théâtre.
Trigone, chansons italiennes.
Duval et Machon, chansons de rues.
Théâtre à bâtir. Théâtre-cirque.
Lolo Sy Ny Tariny, musique malgache.

Compagnie de l'Estrafouille. Théâtre.
Jean Degroise, chansons.
Bernard Capo, chansons.
Pierre Mezinski, chansons populaires américaines.
ZA, musique traditionnelle.
Elsey, Philharmonic Doum-Doum, chansons.
Pariola, musique brésilienne.
Mainmise, rock et chansons.
Bruno Aiache, jazz et blues.
Roger Damato, chansons.
Pascal Robin, chansons.
Pascale Auffret, piano classique.
Starbene, musique cubaine.
Granit, blues-rock.

ACHETEZ LES VIGNETTES DE LA FÊTE

A la Pentecôte, réévaluation de 25 % du Franc ! Mesure exceptionnelle qui visiblement ne fait pas partie du plan Delors. Mesure dont la portée sera limitée au week-end de la Pentecôte et à l'enceinte de la fête LO-LCR. Mais ce n'est déjà pas si mal. Tous ceux qui peuvent participer à la fête peuvent se procurer auprès des camarades de la LCR ou de LO, des vignettes qu'ils paient 80 centimes, mais qui valent 1 F dans l'enceinte de la fête et qui permettent de régler tous les achats... Alors, faites vos calculs et demandez vite vos vignettes. Elles sont en vente uniquement avant la fête, alors faites vite...

De nombreuses organisations et personnalités ont déjà annoncé leur participation à la fête et aux forums. Citons déjà le PSU, le PCML, le Mouvement pour la paix, le Mouvement anti-apartheid, le comité de coordination de Solidarnosc en France, les comités Amérique latine, Amérique centrale, le FDR du Salvador.

